

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

Mercredi 03 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°116 ■

DES TOURS OPERATORS FRANÇAIS EN PROSPECTION

## La destination Algérie renaît de ses cendres

Une délégation d'opérateurs touristiques français en visite de prospection dans l'Ahaggar et à Djinet. Cette délégation composée d'une vingtaine d'opérateurs touristiques français et de représentants de médias français effectue cette visite de prospection et de découverte dans la région de l'Ahaggar, wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris des organisateurs de ce voyage.

P 3



Habitat  
Lancement de tous  
les projets avant  
le 30 juin

P3

Un projet d'un milliard de dollars  
lancé par Sonelgaz

L'approvisionnement  
du sud du pays  
en électricité renforcé

P3

Lutte contre les incendies

Installation de la Commission  
nationale de protection  
des forêts pour 2023

P 5

Plafond de la dette  
Les États-Unis  
pourraient être  
en défaut «dès le  
1er juin»

P 11

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

**Pour un partenariat fort,  
moderne et durable**

Compte tenu des évolutions de la situation géopolitique et l'en enjeux stratégiques pour les prochaines années, l'Algérie et l'Union Européenne sont appelées à concevoir une nouvelle vision de coopération.

P2

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Assurer d'abord la  
sécurité hydrique**

L'Algérie qui veut assurer sa sécurité alimentaire est appelée d'abord à assurer sa sécurité hydrique, a recommandé, l'expert en agriculture, Laâla Boukhelfa. Indiquant que l'année céréaliculture de 2023 est compromise dans le Nord du pays, notamment dans les régions de l'Ouest, l'intervenant a appelé les pouvoirs publics de se préparer dès maintenant pour la saison prochaine.

P 5

TRANSPORT DU CARBURANT PAR  
CANALISATION DE SKIKDA À EL EULMA  
**Réception du projet  
vers la fin 2023**

Le PDG de Naftal Abdelkader Chafi a révélé lundi à Sétif que la réception du projet de transport du carburant par canalisation de Skikda à El Eulma aura lieu vers «la fin 2023 ou au début 2024». Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya à l'occasion de la journée mondiale du travail, le même responsable a affirmé que «vers la fin de 2023 ou au début 2024, sera réceptionné le projet important de raccordement par canalisation du centre Naftal d'El Eulma à Skikda via El Khroub (Constantine)».

P 4

SANTÉ

**Le ministre Saihi en visite d'inspection à Biskra**

Le ministre de la santé, Abdelhak Saihi, a entamé hier matin une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Biskra. Le ministre est accompagné d'une importante délégation ministérielle, comprenant le directeur général de la Pharmacie centrale des hôpitaux, Samir Ferhat, ainsi que le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, le Pr. Fawzi Derrar, précise un communiqué du ministère. Cette visite d'inspection a permis au ministre de la Santé, et la délégation l'accompagnant, de faire le « diagnostic » de la situation sanitaire au niveau de la wilaya de Biskra. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'agenda de travail fixé par l'administration centrale pour connaître l'état d'avancement du programme des projets programmés dans le secteur de la santé au niveau de la wilaya, outre la pose de la première pierre de nouveaux projets, en plus d'examiner l'état d'avancement de l'opération de généralisation de la numérisation du secteur. « L'année 2023 sera celle de la numérisation. Cela va nous permettre de faciliter l'accès aux soins, la prise en charge du malade, ainsi que le travail du professionnel de santé », avait affirmé, récemment, le ministre. Cette visite intervient également dans le sillage des orientations du président de la République Abdelmadjid Tebboune de privilégier les sorties sur le terrain ainsi que de concentrer les actions sur les projets qui intéressent les populations.

R E.

ALGÉRIE-UNION EUROPÉENNE

**Pour un partenariat fort, moderne et durable**

*Compte tenu des évolutions de la situation géopolitique et l'en enjeux stratégiques pour les prochaines années, l'Algérie et l'Union Européenne sont appelées à concevoir une nouvelle vision de coopération.*

Par Abderrahmane Hadeff (\*)

**L**a modernisation de l'Accord d'association à travers une approche plus réaliste et objective devient nécessaire pour assoir les bases d'un partenariat durable et mutuellement bénéfique.

Il est important de travailler pour la levée et l'élimination des contraintes qui ont longuement entravé la bonne mise en œuvre de l'accord d'association. Un dialogue franc et direct doit être mené pour corriger et apporter les bonnes dispositions pour rendre l'accord un instrument effectif pour le développement commun.

Aussi et au-delà du dialogue à mener pour une meilleure compréhension, il devient nécessaire de renforcer cet accord par des instruments d'exécution et d'une feuille de route opérationnelle en adéquation avec la conjoncture et surtout la réalité du monde. Il s'agit de faire évoluer ce partenariat d'une conception purement commerciale vers une approche économique durable avec une réelle promotion de la dimension investissement.

Il est important de faire valoir les atouts existants en Algérie et au niveau de l'Union Européenne pour pouvoir faire face aux défis stratégiques tels que la sécurité énergétique, la sécurité alimentaire, le phénomène de l'immigration et des changements climatiques.

Les visites des hauts responsables européens en Algérie, avec les

déplacements de Joseph Borell Haut représentant des affaires étrangères de L'UE, et avant lui de Charles Michel le Président du conseil de l'EU, ces visites doivent donner une impulsion nouvelle à l'accord pour passer à une nouvelle étape en phase avec les enjeux et priorités des deux parties.

Dans un autre registre il est nécessaire d'avoir une approche pragmatique par la définition des secteurs prioritaires sur lesquels les deux parties doivent concevoir des projets de partenariat à l'exemple de la transition énergétique, l'agriculture et l'agroindustrie, l'économie verte etc.

Il devient aussi nécessaire de réfléchir sur la mise en place de nouvelles chaînes de valeurs Algero-Européenne dans des secteurs considérés comme stratégiques à l'instar de celui de l'énergie par le développement de production dans les sources d'énergies particulièrement les renouvelables comme le solaire et l'hydrogène vert.

Les deux parties disposent d'innombrables atouts permettant de renforcer le développement coopération économique diversifiée et durable.

Le contexte et changement que connaît l'ordre économique imposent de la diligence dans rénovation et la modernisation de l'accord d'association pour un vrai partenariat gagnant-gagnant.

(\*) *Consultant international en développement économique*

BOUSLIMANI INAUGURE UNE SESSION DE FORMATION AU PROFIT DE LA PRESSE ÉLECTRONIQUE

**Accompagner l'inévitable transition numérique**

**L**e ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a procédé à l'inauguration, ce mardi au Centre international de presse (CIP), d'une session de formation dédiée à la presse électronique.

« Le choix de la presse électronique comme thème pour cette nouvelle session de formation traduit le grand intérêt accordé par l'Etat à la numérisation et à la presse alternative qui caractérise de plus en plus notre époque et qui devient une fatalité (...) C'est

pourquoi, nous sommes appelés à, doublement, accompagner cette évolution par la mise en place du cadre législatif et par la formation », a déclaré le ministre à l'ouverture de cette rencontre organisée par le ministère de la Communication en collaboration avec l'Ecole supérieure de journalisme et des sciences de l'information ainsi que le CIP.

Une session qui s'ouvre, pour trois jours, à la veille de la célébration de la journée internationale de la liberté de la presse dans un

contexte du tout numérique et la prolifération, à l'internationale, de la presse de propagande tous azimuts dans un monde en pleine mutation et caractérisé par les guerres de quatrième génération.

C'est pourquoi, le ministre a tenu à souligner « toute l'importance accordée par l'Etat à la numérisation et la digitalisation de nombre de secteurs pour plus de transparence dans la gestion des affaires publiques dans l'esprit de la bonne gouvernance ».

Une inauguration faite en présence du directeur général du CIP, Mourad Benredoune, de celui du CNDPI (Centre national de documentation de presse, d'images et d'information), des membres de l'ARAV (Autorité de régulation de l'audiovisuel), des enseignants formateurs de l'Ecole supérieure de journalisme et des sciences de l'information ainsi qu'un nombre de journalistes dont des candidats à cette formation de la presse électronique accréditée.

R N.

ABEF

**L'Algérie célébrera jeudi la Journée arabe de l'inclusion financière**

**L'**Algérie célébrera, jeudi 4 mai, la Journée arabe de l'inclusion financière, marquée par la tenue d'une journée d'information sur l'inclusion financière et les changements climatiques, organisée par l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF).

Organisée à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (Pôle universitaire de Koléa), cette journée d'information aura pour thème :

« l'inclusion financière pour renforcer les efforts de lutte contre les changements climatiques », choisi par le Fonds monétaire arabe, explique l'ABEF dans un communiqué.

Cet « important » événement regroupera les représentants des différents départements ministériels, des organisations patronales, des professionnels de la banque, des assurances, de la finance, le monde de la communication ainsi que les experts métiers, a précisé la même source.

S'agissant des thématiques qui seront abordées tout au long de cette journée, elles seront organisées en deux panels de discussions interactives et animés par des experts métiers chacun dans le domaine qui le concerne.

Le premier panel abordera le thème de « l'inclusion financière et éducation financière » en se focalisant, notamment

sur la définition des changements climatiques et l'inclusion financière, le rôle de la numérisation dans le développement de l'inclusion financière, ainsi que la protection des consommateurs des services bancaires et numériques en Algérie, explique l'ABEF.

S'agissant du deuxième panel, il sera consacré au « développement de la culture de la finance verte », durant lequel il est question d'évoquer les moyens de soutien du secteur de la finance verte et les projets verts, la contribution des banques dans la culture de la finance verte, ainsi que les obligations vertes, a-t-on souligné de même source.

R E

Quotidien économique

**Les Enjeux** Eco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

**Gérant**  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de publication  
Radji Zahir

**Siège social**  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

**Siège de la rédaction**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

**Impression**  
Centre : SIA

**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité « ANEP » ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
email: agence.regie@anep.com.dz  
programmation.regie@anep.com.dz  
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

## DES TOURS OPERATORS FRANÇAIS EN PROSPECTION

# La destination Algérie renaît de ses cendres

Une délégation d'opérateurs touristiques français en visite de prospection dans l'Ahaggar et à Djanet. Cette délégation composée d'une vingtaine d'opérateurs touristiques français et de représentants de médias français effectue cette visite de prospection et de découverte dans la région de l'Ahaggar, wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris des organisateurs de ce voyage.

Par Reda Hadi

Avec cette visite, la destination Algérie a toutes ses chances de redorer son blason quelque peu terni par des politiques «inappropriées». En effet bien qu'avec des potentialités qui font rêver, le tourisme n'est pas arrivé à décoller. A force de persévérance, lobbying et de marketing adapté, notre pays est de plus prisé. En effet, selon des informations rapportées par l'APS, le programme concocté par des opérateurs touristiques locaux prévoit des circuits touristiques au niveau des régions touristiques éparpillées dans l'Ahaggar dont l'Assekrem, l'oasis d'Ou-toul, la zone Tabssa et d'autres sites de renom mondial, a indiqué la même source. Cet Eductour est encadré par des opérateurs touristiques locaux et des cadres de la compagnie Air-Algérie. Approchés par l'APS, des opérateurs français se sont déclarés "séduits" par la splendeur des paysages naturels, sites archéologiques et touristiques qui caractérisent cette région aux multiples facettes touristiques.

Dans ce cadre, Soubielle Richard Pierre, responsable d'un groupe d'agences touristiques a souligné que ce voyage de découverte "contribue à la relance des activités touristiques dans la région" d'autant plus que toutes les conditions ont été réunies par les opérateurs de la région, y compris les structures de camping. «Les opérateurs français et leurs homologues locaux sont animés par une volonté de conclure des conventions de partenariat et de coopération à même de renforcer les échanges et relations économiques bilatérales».

raux».

Dans ce même contexte, l'opérateur Roubaud Laurent-Marc-Axel, a indiqué que la destination Algérie est "très prisée par les touristes français eu égard aux potentialités y existantes", avant d'exprimer sa satisfaction quant aux mesures prises par l'Algérie portant facilitation de délivrance des visas touristiques au profit des touristes désirant se rendre au sud du pays. La représentante de la compagnie nationale Air-Algérie, Mme Mounia Bertouche a indiqué que la compagnie œuvre à booster la dynamique touristique en Algérie à la faveur des dessertes programmées vers les différentes destinations du Sud du pays, dont le vol direct Paris/Djanet, ouvert en décembre dernier. Le directeur de l'Agence touristique et de voyage "Aker-Aker" de Tamanrasset, Mohamed Zounga, a pour sa part souligné que cette initiative devra contribuer à la relance du tourisme saharien, la médiatisation des atouts touristiques et d'artisanat de la région. La délégation française devra se rendre dans la wilaya de Djanet dans le cadre de cette tournée de prospection dans le sud du pays, ont indiqué les encadreurs du voyage.

**Les cartes en mains**

Certes cette visite permettra à nos hôtes de mieux apprécier le travail accompli par les pouvoirs publics pour restaurer l'image de l'Algérie, longtemps ternie par des médias (particulièrement français), plus occupé à parler de nos voisins jugés plus enclins à satisfaire leurs desiderata. Avec la venue des médias, l'Algérie a réussi un coup de maître en matière de communication.

Un spécialiste algérien, nous a précisé

que cette visite ne peut être que bénéfique, bien qu'elle ne soit pas la première. « Une visite aussi réussie, et au-delà des mots élogieux exprimés, ne peut être vraiment réussie, que si elles sont suivies d'arrivées de touristes». Depuis quelques années déjà, l'Algérie a entrepris de changer de méthodes, d'abandonner une politique sclérosée par des années de dirigisme centralisé, et de lancer à fond en partenariat avec le privé qui reste en ce domaine, la colonne vertébrale de ce secteur, en libérant toutes les énergies. Pour preuve Air Algérie est co-organisateur de cet événement. En amont l'Etat a entrepris de réaménager ses textes de lois, ses structures hôtelières pour tout types de tourisme. En faite, l'Algérie a compris que le tourisme ne se limitait pas qu'à celui du balnéaire ou d'affaire. A cette venue de tours operators français, des économistes précisent que c'est déjà un pas important qui a été fait, mais que celui-ci devrait être suivi d'effet. Et de préciser « il y a tout un travail à parfaire, à commencer par une formation des personnels et la rénovation de certaines structures privées qui ne répondent pas aux normes». D'autres soulignent aussi que si les lois existent, il reste à les appliquer. En somme, si l'Algérie veut être sur le podium, il lui reste aussi à parfaire ses prestations, à améliorer ses services et surtout être plus compétitive, avec des prix raisonnables. Par ailleurs, si l'Etat a entrepris de reformer ce secteur, les principaux acteurs devraient se concerter et proposer des programmes qui correspondent à l'ère du temps et aux exigences des clients.

## UN PROJET D'UN MILLIARD DE DOLLARS LANCÉ PAR SONELGAZ

### L'approvisionnement du sud du pays en électricité renforcé

Le projet d'interconnexion du réseau électrique du sud du pays avec le réseau national a été lancé ce mardi Alger à travers la signature des contrats de réalisation entre le Groupe GRTE, filiale de Sonelgaz, et des entreprises locales d'ingénierie et de réalisation.

Ce projet d'interconnexion du réseau "Pôle In Salah-Adrar-Timimoune" (PIAT) au réseau interconnecté national (RIN), d'un coût total de 1 milliard de dollars (135,46 milliards de dinars), vise la réalisation d'une double ligne de transport électrique de très haute tension (THT) de 400 kilovolts (kV) entre Hassi R'mel et Timimoune d'une longueur de 700 km. En présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et du PDG du Groupe Sonelgaz, Mourad Adjel, douze conventions ont été signées par le PDG de la Société algérienne de gestion du réseau de transport d'électricité (GRTE), Nabil Yousfi, d'une part, et les directeurs des entreprises concernées dans le projet.

Ce projet, dont le but principal est le renforcement de l'approvisionnement en énergie électrique au niveau des wilayas du Sud du pays, traversera les wilayas de Laghouat, Ghardaia, El Menea et Timimoune.

Il comprend également la réalisation de trois postes haute tension (400/220 kV) dans les wilayas de Timimoune, El Menea et Adrar ainsi que l'intégration de la tension de 60 kV à El Menea, Timimoune, Adrar et In Salah par l'installation de plusieurs postes de transformation 220/60 kV et un réseau de transport de 60 kV. Lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de signature, le ministre de l'Energie et des Mines a mis en avant l'importance de "cette grande réalisation pour l'avenir énergétique du pays" pour fournir l'énergie électrique à l'ensemble du territoire national, dans le cadre des instructions du président de la République mises en œuvre à travers le programme du gouvernement.

R E.

## CONSEIL NATIONAL DES STATISTIQUES

### Bientôt des feuilles de routes pour élaborer la stratégie du secteur

La ministre de la Numérisation et des Statistiques, Meriem Ben Mouloud, a annoncé, hier mardi à Alger, que des feuilles de routes établies par des groupes de travail du Conseil national des statistiques (CNS) et qui serviront à élaborer la stratégie nationale de développement des statistiques, seront présentées d'ici la fin mai courant. S'exprimant lors d'un point de presse organisé en marge de la tenue d'une session extraordinaire du CNS, Mme Ben Mouloud, aussi présidente de ce Conseil, a précisé que la présentation de ces feuilles de route se fera au cours «d'une seconde session extraordinaire qui aura lieu d'ici la fin de ce mois de mai. Chaque chef de groupe devra tracer sa propre feuille de route comportant les actions préconisées, les sous actions et les échéances, a-t-elle souligné. Les chefs de groupes seront en mesure de soulever les contraintes liées à l'exécution de leur feuille de route, mais «de manière scientifique afin qu'elles ne constituent pas un frein pour la réalisation», a-t-elle tenu à souligner. La ministre a expliqué que l'objectif de la tenue de la session extraordinaire de ce mardi était la mise en place de nouvelles règles des statistiques, notamment concernant la stratégie nationale en la matière. «Cette stratégie a ses prérequis qu'il est question d'améliorer et de développer», a-t-elle dit. D'autres thématiques sont également au menu de cette 1ère session extraordinaire du Conseil, a fait savoir Mme Ben Mouloud,

citant l'intégration de "l'économie non observée" et aussi l'intégration du secteur privé, en plus des nouvelles enquêtes économiques sur lesquelles le ministère travaille avec l'Office national des statistiques (ONS). Concernant l'ONS, la ministre a évoqué «la révision de l'organisation et du fonctionnement" de cet office "en tant que structure centrale chargée des statistiques». Abordant la question des comptes économiques, la ministre a estimé que la prise en charge «urgente du sujet des comptes économiques et l'amélioration de leurs qualité est devenue une nécessité». Elle a, en outre, relevé l'importance des comptes économiques, notamment le Produit intérieur brut (PIB) et l'amélioration de son année de référence qui représente, selon elle, «un des défis majeurs dans le système national des statistiques et une des plus grandes préoccupations du gouvernement au vu de la nouvelle politique économique du pays». Ce qui nécessite «la prise en charge rapide des enquêtes économiques, notamment celles relatives à la consommation des ménages, pour les exploiter dans la révision de l'année de référence et l'évaluation du PIB». Dans un autre registre, Mme Ben Mouloud a annoncé, en réponse aux médias, que les résultats définitifs du Recensement général de la population et de l'Habitat (RGPH), seront «probablement dévoilés au cours des premières semaines de mai en cours».

## HABITAT

### Lancement de tous les projets avant le 30 juin

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a donné mardi à Alger des instructions aux services du secteur pour le lancement de la réalisation de tous les projets d'habitat non lancés et la relance de tous les chantiers à l'arrêt avant "le 30 juin 2023". S'exprimant lors d'une rencontre nationale sur la généralisation du numérique et la modernisation de la gestion des Offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI), organisée par le Groupement d'intérêt économique (GIE) rassemblant OPGI et AADL, M. Belaribi a mis en exergue

l'importance de "finaliser tous les programmes réalisés à 50% et plus avant le 30 juin" prochain. Il a insisté en outre sur "l'achèvement, avant le même délai, des travaux de VRD (voirie et réseaux divers) pour tous les programmes dont les immeubles ont été finalisés avant le 31 décembre 2021". "Nous sommes tous appelés à redoubler d'efforts et à renforcer notre présence sur le terrain de manière régulière pour être prêts pour les festivités nationales commémorant la fête de l'indépendance le 5 juillet 2023", a souligné le ministre en s'adressant aux cadres du secteur.

M. Belaribi a mis en avant la nécessité de finaliser tous les projets d'habitat prévus pour le 4e trimestre 2023 avant le 30 octobre 2023, en vue de les distribuer à l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la guerre de libération le 1 novembre 2023. Il a exigé en outre l'assainissement de la situation financière de tous les partenaires cocontractants, en procédant "immédiatement et sans délai" aux règlements des attachements des travaux réalisés et à l'approbation des avenants des travaux supplémentaires.

R E.

## UNIVERSITÉ DE BECHAR Brevet d'invention d'une électrovanne de commande à distance destinée à l'irrigation agricole

Les laboratoires de traitement de l'information, de télécommunication, des réseaux intelligents et des énergies renouvelables de l'Université Tahri Mohamed de Bechar (<https://www.univ-bechar.dz/Ar/>) (UMTB) ont obtenu un brevet d'invention d'une électrovanne de commande numérique à distance destinée à l'irrigation agricole auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), a-t-on appris lundi auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. L'obtention de ce brevet auprès de l'INAPI témoigne des efforts des jeunes chercheurs de la faculté de technologie dans le cadre de l'ouverture de l'université à l'environnement socio-économique, a souligné le recteur de l'UMTB, Mohamed Mejaouad lors de la présentation de cette invention à l'occasion d'une récente visite ministérielle.

Le brevet d'invention porte sur la mise au point, par deux chercheurs du laboratoire de traitement de l'information, de télécommunication et des réseaux intelligents et celui des énergies renouvelables de l'UMTB, Abdel Hamid Benbatouche et Boufeldja Kadri, d'une électrovanne à commande numérique manuelle ou à distance par des moyens de communication (Internet, téléphonie cellulaire ou par SMS), a-t-il précisé.

« Cette nouvelle invention que nous avons mise au point après plus de deux années de recherches est destinée au réseau d'irrigation agricole automatisé contrôlable à distance via un réseau local sur internet, à travers une interface ou par une application mobile et par SMS sur réseau GSM et dont l'accès à ces technologies de l'information et de la communication est largement facile pour les agriculteurs tant dans le sud que dans le nord du pays », a indiqué Abdelhamid Benbatouche.

« Actuellement ce genre d'équipement d'irrigation agricole est encore importé de l'étranger, mais avec notre invention dont les différentes phases d'essais ont démontré son efficacité, on pourra maintenant la fabriquer dans notre pays, pourvu qu'un investisseur public ou privé investisse dans une unité de production de ce type d'électrovanne » a, pour sa part, indiqué Boufeldja Kadri.

« Ce système innovant permettra de rationaliser l'irrigation des grandes surfaces agricoles, notamment dans les régions agricoles dans le sud du pays, tout en contribuant à la préservation des ressources hydriques », a-t-il expliqué.

APS

## TRANSPORT DU CARBURANT PAR CANALISATION DE SKIKDA À EL EULMA Réception du projet vers la fin 2023

Le PDG de Naftal Abdelkader Chafi a révélé lundi à Sétif que la réception du projet de transport du carburant par canalisation de Skikda à El Eulma aura lieu vers «la fin 2023 ou au début 2024».

Par Slimane T

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya à l'occasion de la journée mondiale du travail, le même responsable a affirmé que «vers la fin de 2023 ou au début 2024, sera réceptionné le projet important de raccordement par canalisation du centre Naftal d'El Eulma à Skikda via El Khroub (Constantine)». Ce projet permettra de faciliter le transport du carburant et ouvrira la voie au lancement du projet similaire de transport du carburant d'El Eulma vers Bouira dans le cadre de la stratégie des autorités supérieures du pays visant à atteindre une autonomie de stocks en carburant de 30 jours alors qu'elle ne dépasse pas les 20 jours actuellement», précise-t-il.

Le PDG de Naftal a inauguré deux stations-services ayant fait l'objet de requalification entière à El Eulma ainsi que le

siège administratif du district de commercialisation Naftal au chef-lieu de wilaya, estimant que ces réalisations s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration des prestations assurées au citoyen dont la première étape a concerné les 34 stations-services installées le long de l'autoroute Est-ouest».

M. Chafi a affirmé également que le travail est en cours pour l'amélioration de la qualité des prestations par la requalification de toutes les stations-services opérationnelles, assurant «nous sommes parvenus à l'étape de prendre en compte l'aspect sécuritaire et d'accorder une priorité aux citoyens consommateurs qui comparent les services qui leurs sont assurés à ceux fournis dans les pays développés». Et d'ajouter : «Nous œuvrons pour que le client lui-même devienne notre ambassadeur», en estimant que que cela ne peut se faire qu'au travers des services qui lui assurent satisfaction. Sur le chapitre des investissements à l'étranger et "au regard du poids écono-

mique" de Naftal, M. Chafi a fait état de «marchés passés avec des pays africains voisins dont la Mauritanie, le Niger, le Mali, la Tunisie et la Libye dans le cadre de la stratégie des autorités supérieures du pays».

Concernant les voitures hybrides, le PDG de Naftal a indiqué que la question est prise en charge, des études sont menées ainsi que des concertations avec le groupe Sonelgaz qui prend en charge ce projet «bénéfique à l'économie et à la nature», évoquant le cahier de charges relatif à l'importation des voitures et les avantages offerts pour l'importation des voitures hybrides.

La requalification des deux stations-services inaugurées à El Eulma a mobilisé au total 490 millions DA, selon les explications données sur place. Naftal compte à travers le pays 2.827 stations-services dont 704 directement gérées par elle alors que les autres sont gérées par des particuliers sous les couleurs de Naftal, a précisé son PDG.

### TRAFIC MARITIME AU PORT D'ALGER

## En hausse de plus de 14% au premier trimestre 2023

Le trafic maritime au port d'Alger a enregistré, au premier trimestre de l'année en cours, une hausse de plus de 14% sur une base annuelle, selon un bilan de la direction générale de l'entreprise portuaire d'Alger (EPAL) dont l'APS a obtenu une copie. Un total de 377 navires ont accosté au port d'Alger durant le 1er trimestre de 2023 dont 304 activant au port contre 329 navires accostés durant la même période de l'année précédente, soit une hausse de 14,6%, d'après les chiffres fournis par l'EPAL.

Cette hausse a touché notamment le trafic des navires pétroliers (33%), les cimentiers (33%), les porte-conteneurs (16%), a précisé l'EPAL dans son bilan, faisant constater que le trafic de navires de voyageurs avait baissé de 31% ainsi

que les rouliers RORO (transport de véhicules) (-7%) et les butaniers (-6%).

Dans le même sillage, l'EPAL a fait état d'une hausse du trafic de marchandises à l'embarquement à 34,4% passant de 4,2 millions tonnes au premier trimestre 2022 à 4,3 millions tonnes durant la même période de l'année en cours réalisant ainsi 99% de l'objectif tracé (4,5 millions de tonnes).

Selon le bilan, le trafic de marchandises a atteint 1,8 millions tonnes au premier trimestre de 2023 soit 85% de son objectif global (2,2 millions tonnes) enregistrant ainsi une baisse de 5,37% du chiffre réalisé l'année précédente.

Par ailleurs, le nombre de conteneurs pleins destinés à l'exportation au port d'Alger a connu une hausse considérable

de 28% lors du premier trimestre de l'année en cours, par rapport à la même période de l'année passée, et ce grâce aux mesures de facilitation appliquées au profit des exportateurs, selon la même source. Le trafic conteneurs a, à son tour, connu une hausse durant les trois premiers mois de l'année en cours atteignant 95% contre 92% lors du premier trimestre de 2022.

Autre indicateur positif qui s'ajoute à cette amélioration, le rendement de l'EPAL avec un recul de la durée moyenne d'attente des navires au port de janvier à mars 2023, par rapport à la même période de l'année passée, allant de 0,88 jours en 2022 à 0,58 jours en 2023.

Même cas pour le séjour moyen à quai des navires traités qui a reculé de 3,78 jours

lors du premier trimestre de 2022 à 3,54 jours à la même période de l'année en cours. Quant au trafic de passagers prévu pour la même période de 2023 ciblant 62.412 passagers et 36.620 auto-passagers, celui-ci a été réalisé respectivement à 58,56% (40.650 passagers) et 77,08% (28.255 auto-passagers), selon les mêmes données.

S'agissant des conteneurs traités par l'EPAL, le document relève la réception de 55.955 équivalent vingt pieds (EVP) durant le premier trimestre de 2023 contre une prévision de 64.380 EVP et un objectif atteint à 87%. Cette activité a enregistré une baisse de 8,60% par rapport à la même période de l'année 2022.

R.E.

### EMPLOI

## Insertion professionnelle de près de 20.000 bénéficiaires de l'allocation chômage

Le Directeur général de l'emploi et de l'insertion au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Charaf-Eddine Boudiaf a indiqué, lundi, que près de 20.000 bénéficiaires de l'allocation chômage avaient été insérés dans le monde du travail.

Invité du Forum de la Radio algérienne, M. Boudiaf a précisé que le nombre total des bénéficiaires de l'allocation chômage a atteint 1.929.000 jusqu'à avril 2023, ajoutant que près de 20.000 concernés avaient été insérés dans le monde du travail dans les secteurs public et privé, soulignant la poursuite de l'opération d'insertion.

Plus de 75.000 concernés par l'allocation chômage bénéficient actuellement d'une formation qualifiante à court terme au niveau des centres de formation professionnelle, a fait savoir le responsable qui a ajouté que 102.000

places pédagogiques de formation ont été assurées pour leur permettre d'acquérir les compétences et les qualifications dans les métiers facilitant leur insertion dans le monde du travail.

Il a rappelé que l'allocation chômage est destinée aux primo-demandeurs d'emploi dans le but de les prendre en charge et de les accompagner jusqu'à leur insertion dans des métiers correspondant à leurs qualifications, relevant la mise en place d'une plateforme numérique pour renforcer la coordination entre les différents secteurs concernés notamment le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels pour la réussite de cette opération.

Concernant la politique de l'emploi, M. Boudiaf a indiqué que l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) constitue "un axe principal" dans le cadre de la stratégie de coordination

entre les différents secteurs, mettant l'accent sur l'importance de la numérisation pour simplifier cette opération.

Evoquant le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle des diplômés, l'intervenant a affirmé qu'un plus grand nombre de concernés a été touché par l'opération d'insertion définitive dans le monde du travail.

M. Boudiaf a salué, par ailleurs, les décisions prises, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant notamment la revalorisation annuelle des allocations et pensions de retraite, ce qui signifie, a-t-il dit, que les hautes autorités "accordent un grand intérêt à l'amélioration du cadre de vie des citoyens dont les travailleurs et les retraités".

R.E.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Assurer d'abord la sécurité hydrique**

*L'Algérie qui veut assurer sa sécurité alimentaire est appelée d'abord à assurer sa sécurité hydrique, a recommandé, l'expert en agriculture, Laâla Boukhalfa. Indiquant que l'année céréalicultrice de 2023 est compromise dans le Nord du pays, notamment dans les régions de l'Ouest, l'intervenant a appelé les pouvoirs publics de se préparer dès maintenant pour la saison prochaine.*

Par Zahir R

**A** cet effet, recommande-t-il, il y a lieu de lancer des investissements dans la réalisation de nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer, d'entamer l'exploitation de la nappe phréatique et construire des retenues collinaires d'eau. Pour lui, «il n'y a pas d'autres solutions alternatives à ces trois propositions pour faire face au phénomène des changements climatiques et à la sécheresse». S'agissant de la nappe phréatique, l'expert agronome s'est interrogé sur l'attitude des pouvoirs publics qui s'opposent jusqu'à présent pour son exploitation, sous prétexte de la réserver pour les générations futures ! « Les tunisiens et libyens sont entrain de l'exploiter et nous en Algérie on décide le contraire. Si on est d'une situation confortable, on peut la réserver pour les générations futures, mais la donne est différente maintenant et notre survie est en jeu, d'une part. D'autre part, des experts ont confirmé que l'eau de cette nappe est renouvelable. Donc, il n'y a aucun problème dans ce sens, d'autant plus que la durée de l'exploitation de la nappe peut aller jusqu'à 5000 ans», détaille-t-il.

La généralisation du système d'irrigation d'appoint s'impose, dira-t-il encore. Ce système, poursuit-il, nous permettra la récupération de 30% des eaux utilisées dans l'irrigation actuellement. Il est à noter que 70% de nos ressources en eau sont destinées à l'agriculture, 20 % pour

les autres activités notamment industrielles et 10% pour la consommation des personnes. « Donc, si on met le paquet sur la part réservée à l'agriculture qui est de l'ordre 70% on récupère 35%. C'est beaucoup. Il faut passer à l'irrigation intelligente et économique», recommande-t-il.

Questionné sur les catégories de céréalicultrices existants en Algérie, l'expert a fait savoir que « nous avons trois types de céréalicultrices. Il y a ceux qui comptent uniquement sur les pluies, dont la saison est ratée. C'est le cas de Tiaret et pratiquement toutes les wilayas de l'Ouest du pays. La deuxième catégorie, c'est les agriculteurs qui comptent sur les précipitations de pluie et l'irrigation d'appoint (complémentaire). Pour ces derniers, il y a possibilité de sauver quelque chose de la saison.

Quant à la troisième catégorie, c'est les céréalicultrices du Sahara. Pour ces derniers, il n'y a aucun problème. Malheureusement la part de contribution de cette agriculture est minime par rapport aux autres régions».

Sur ce point, l'agronome a soutenu que « pour assurer notre sécurité alimentaire, on doit accéder nos efforts sur le Sud, puisque c'est ici quant peut avoir des rendements importants jusqu'à 80 quintaux/ha, alors que la moyenne nationale est de 17 quintaux/ha. Cette année ça sera entre 5 à 10 quintaux/ha! C'est une année exceptionnelle».

Notre interlocuteur a plaidé pour la création d'un groupe du travail pour pencher

sur la question de manque de précipitation et de pluies dans le Centre et l'Ouest du pays. « On doit faire un diagnostic profond pour connaître les causes et en suite faire des propositions. Actuellement, nous sommes entrain de jouer le rôle d'un pompier, en réagissant juste en moment de sinistre. Il faut qu'on abandonne ces pratiques. Je propose dans ce cadre de créer un groupe du travail pour pencher sur cette question et connaître les véritables raisons de manques de précipitations dans ces zones».

Dans l'ouest du pays, l'agronome a recommandé de lancer de vastes opérations de plantations et de reboisement, de construire des retenues collinaires, de réaliser des stations de dessalement de l'eau de mer». Pour l'année prochaine, Laâla Boukhalfa a affirmé qu'«il ne faut pas procéder à l'emblavement des terres, si nous n'avons pas réglé le problème d'eau, puisque nous n'avons pas de garanties qu'il y aura de pluie». Sur un autre registre, l'intervenant a fait savoir que 95% des agriculteurs ne sont pas assurés.

Donc, l'indemnisation des fellahs sera sur le dos de l'Etat. Sur ce point, l'agronome a préconisé d'imposer aux agriculteurs des contrats d'assurances, notamment pour les bénéficiaires de crédits et autres aides de l'Etat. « Il faut conditionner l'octroi de crédits et aides (engrais, système de goutte à goutte, intrants) par l'adhésion de l'agriculteur au système d'assurance», conclut-il.

AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS

**Un projet de loi présenté devant la Commission de l'APN**

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a présenté mardi devant les membres de la commission santé, affaires et sociales et formation professionnelle de l'APSN, le projet de loi modifiant et complétant les dispositions de deux articles de la loi relative à la retraite, et consacrant l'augmentation du seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite de 75% à 100% du montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG). Examiné lors de la réunion du Gouvernement du 15 mars dernier, l'avant-projet de loi modifiant et complétant les dispositions des articles 16 et 47 de la loi n 83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, « intervient » conformément aux instructions du Président de la République données lors de la réunion du Conseil des ministres du 25 décembre 2022, visant l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités, a tenu à rappeler le ministre du Travail.

Le texte vise à « consacrer l'augmentation du seuil minimum du montant annuel de la pension de retraite de 75% à 100% du montant annuel du salaire national minimum garanti (SNMG) et à fixer le seuil minimum pour l'allocation de retraite annuelle à concurrence de 75% du SNMG », a-t-il soutenu.

R E.

R E.

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**L'Etat mise sur l'agriculture saharienne**

**L**e ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a souligné à El-Oued que «l'Etat mise sur le développement de l'agronomie saharienne dans le Sud pour la réalisation de la sécurité alimentaire».

«L'Etat mise, pour atteindre la sécurité alimentaire, sur le développement de l'agronomie saharienne dans les régions du Sud du pays aux importantes potentialités contribuant à satisfaire les besoins du marché national en fruits et légumes», a affirmé le ministre lors de l'inspection d'un entrepôt de céréales et légumes secs de la commune de Trifaoui en marge des festivités commémoratives officielles de

la Journée internationale des travailleurs.

M. Henni a, sur site, suivi un exposé succinct sur le secteur agricole de la wilaya, l'Office national interprofessionnel des céréales et légumes secs, sur l'unité des entrepôts frigorifiques de la Méditerranée (Frigo-Medit) et le secteur des forêts de la wilaya d'El-Oued. On relève ainsi que la wilaya d'El-Oued dispose de trois points d'entreposage des céréales et légumes secs d'une capacité de stock de 350.000 quintaux, dont le premier d'une capacité de 320.000 QX dans la commune de Trifaoui, le second de 5.000 QX dans la commune de Benguecha, daïra de Taleb Larbi, et le dernier de la com-

mune d'El-Oued offrant une capacité de stockage de 25.000 QX.

Le ministre a également suivi un exposé sur le projet de réalisation d'un entrepôt de céréales et légumes secs dans la localité de Douilet, commune de Benguecha, implanté sur une superficie de six (6) hectares et d'un autre sur le programme de développement et l'adaptation des semences agréées.

Le programme de développement et de recherche scientifique de la Coopérative des céréales et légumes secs de la wilaya d'El-Oued prévoit également d'autres projets à concrétiser, dont l'exploitation de l'énergie solaire dans le dessalement des eaux à réutiliser dans

l'irrigation agricole, l'utilisation des ressources biologiques (bactéries) dans le développement du poids-chiche, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Il a présidé, au terme sa visite, une réception en l'honneur d'une quinzaine d'employés au secteur agricole de la wilaya. Le ministre de l'Agriculture a assisté, en compagnie des ministres du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et du Tourisme et de l'Artisanat, respectivement Fayçal Bentaleb et Mokhtar Didouche, aux festivités officielles de la Journée internationale du travail qu'a abritées cette année la wilaya d'El-Oued.

R E.

R E.

## LUTTE CONTRE LES INCENDIES

**Installation de la Commission nationale de protection des forêts pour 2023**

**L**e ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad ont procédé, mardi à Alger, à l'installation de la Commission nationale de protection des forêts (CNPFF) pour l'année 2023.

Cette commission installée au siège du ministère de l'Agriculture est composée de représentants de treize (13) ministères et de onze (11) institutions nationales concernées par la protection des forêts.

La Commission est chargée d'arrêter et d'actualiser le plan de lutte préventive et efficace contre les feux de forêt, les agents pathogènes et maladies des forêts, de mettre en place le programme des commissions de wilayas pour la préservation des forêts à partir de chaque campagne, d'étudier et d'exploiter

l'évaluation finale sur la base des rapports qui lui sont transmis par ces commissions à la fin de chaque campagne. La CNPFF est créée en vertu du décret 80-184 du 19 mai 1980, modifié et complété.

Il est à noter, dans ce cadre, que la Direction générale de la Protection civile (DGPC) a tracé une stratégie proactive pour faire face aux feux de forêt durant la saison estivale, prévoyant la mobilisation de 65 colonnes mobiles et plus de 500 unités opérationnelles d'intervention, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Conseil des ministres.

Dans ce cadre, le chargé de l'information au niveau de la DGPC, le capitaine Nassim Bernaoui a fait état, dans une déclaration à l'APS, d'une stratégie nationale proactive pour faire face aux feux de forêt durant l'été, à partir du mois de mai courant jusqu'à fin septembre prochain, à travers la mobi-

lisation de 65 colonnes mobiles et plus de 500 unités opérationnelles d'intervention.

Cette stratégie repose essentiellement sur les colonnes mobiles avec une moyenne d'une colonne pour chaque wilaya et de deux à trois colonnes pour les wilayas avec une forte densité forestière, outre la réquisition de tous les moyens humains et matériels au niveau des unités principales et secondaires.

Il a également évoqué le rôle de l'unité aérienne de la Protection civile qui permet d'intervenir dans les zones inaccessibles et de sécuriser les citoyens et leurs biens le plus rapidement possible, outre le soutien apporté par l'Armée nationale populaire (ANP) dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt et les moyens mobilisés par les autres secteurs.

R E.

## EL-OUED

**L'importance de l'artisanat dans la promotion de la richesse et de l'emploi**

L'importance de l'artisanat en tant que levier pour le développement et la promotion de l'artisanat et de l'emploi a été mise en avant lundi à El-Oued par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche.

S'exprimant à l'issue d'un exposé présenté sur son secteur à l'hôtel "Louss" en marge des festivités commémoratives de la Journée internationale des travailleurs, M. Didouche a indiqué que "l'artisanat constitue un important levier pour le secteur du Tourisme contribuant à la création de richesses et d'emplois".

"Les pouvoirs publics accordent toute l'importance voulue au secteur du Tourisme contribuant au renforcement des potentialités économiques du pays, qu'il appartient de promouvoir notamment à travers le développement des projets d'investissement".

La wilaya d'El-Oued s'est positionnée, selon les données fournies lors de l'exposé sur la situation et les perspectives du secteur, en première place en termes de flux des touristes ayant convergé, au titre de cette saison touristique, dans la région, soit pas moins de 112.000 touristes.

Les capacités d'accueil du secteur du Tourisme de la wilaya d'El-Oued seront consolidées, en perspective, de seize (16) nouveaux établissements hôteliers, en cours de réalisation, offrant une capacité d'hébergement de 1.978 lits, en plus de la suggestion de réalisation de sept (7) zones d'expansion touristique (ZET) retenues au niveau de différentes communes de la wilaya, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Le ministre a, visité une exposition sur les activités des agences de tourisme et de voyage et a écouté des explications fournies par les opérateurs touristiques. Il a, au terme de sa visite, présidé une cérémonie en l'honneur de six (6) employés de l'Entreprise de gestion touristique (EGT) d'El-Oued.

Auparavant, M. Didouche a assisté, en compagnie des ministres du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale et de l'Agriculture et du développement rural, respectivement MM. Fayçal Bentaleb et Mohamed Abdelhafid Henni, aux festivités officielles de la Journée internationale des travailleurs qu'a abritées cette année la wilaya d'El-Oued.

## EL-OUED

**Projets logistiques pour promouvoir l'exportation vers les marchés africains**

*La wilaya d'El-Oued s'est vue accorder d'importants projets logistiques susceptibles d'en faire le fer de lance de l'exportation vers les marchés africains et ce, dans le cadre du programme des pouvoirs publics portant promotion de l'exportation depuis les wilayas du Sud du pays.*

Ces nouvelles structures viennent appuyer la position qu'occupe la wilaya au niveau national en matière de production agricole de large consommation très sollicitée sur le marché international, notamment les légumes et fruits primeurs enregistrant un surplus de production, surtout en ce qui concerne la filière dattes.

Un grand intérêt est manifesté, à ce titre, par les hautes instances du pays pour relever le défi de l'exportation à partir des régions dans le Sud du pays et d'en faire une vitrine aux opérations d'exportation vers les marchés du Continent africain eu égard à la position géographique stratégique du pays et ses diverses capacités naturelles, dont l'étendue et les richesses hydro-édaphiques.

Il est prévu dans ce cadre, la création d'une zone frontalière franche pour activités commerciales au niveau du territoire de la commune de Taleb Larbi, dans la wilaya d'El-Oued, région limitrophe aux frontières tunisiennes.

Localisée au niveau de cette commune (80 km Est du chef-lieu de wilaya), cette zone a vu le jour en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant création de zones franches terrestres au niveau des régions frontalières de Tindouf, Timiaouine (Bord Badji Mokhtar), Tin-Zaouatine (In-Guezzam), Taleb-Larbi (El-Oued), ont indiqué les responsables chargés du projet. La délimitation d'une surface de 500 ha, extensible à 2.000 ha, a été retenue au niveau de la région de "Bir Bouaroua", près du poste frontalier "Taleb Larbi", pour accueillir ce projet économique prometteur, a indiqué Brahim Douim, président de l'Assemblée populaire de la com-

mune (P/APC) de Taleb Larbi.

Une nomenclature de dix (10) activités a été établie pour les promoteurs désirant activer au niveau de cette zone frontalière liées notamment au stockage, à la fabrication, à la distribution, à la réexportation et aux prestations de services, a expliqué cet édile.

Dans le but de booster les activités économiques des régions dans le Sud du pays et contribuer au développement de l'économie nationale, une série de mesures et d'avantages ont été accordées aux opérateurs économiques dans les zones franches, dont l'exonération des investissements d'impôts et taxes et toutes opérations d'imputation à caractère fiscal, parafiscal ou douanière, en plus de la possibilité de bénéficier de prêts bancaires avec intérêts réduits.

Le président de la chambre d'agriculture, Djeloul Othmani, a mis en avant la nécessité de mettre les bouchées doubles dans la réalisation de cet acquis économique au regard de son rôle dans la relance de la dynamique économique, agricole et d'exportation notamment aux pays voisins.

La création d'une zone frontalière franche pour activités économiques, une des préoccupations soulevées par les opérateurs économiques de la wilaya d'El-Oued, notamment au volet agricole, devra constituer une "porte" frontalière pour l'exportation des produits agricoles, d'aller à la conquête des marchés extérieurs et de relancer d'autres cultures très convoitées sur le marché mondial, a-t-il souligné.

M. Othmani a, à ce titre, rendu un grand hommage aux démarches entreprises par les pouvoirs publics pour la création des espaces logistiques répondant aux attentes des agriculteurs activant dans le Sud du pays conformé-

ment à la stratégie d'accompagnement des opérateurs.

**L'aérogare de fret à l'aéroport d'El-Oued fin prête à l'exploitation**

La wilaya d'El-Oued s'est vue accorder, au titre de la prospective de diversification des ressources de l'économie nationale, d'une aérogare de manutention au niveau de l'aéroport International Moudjahid Abdelkader Lamoudi, dans la commune de Guemmar (14 km Nord d'El-Oued), susceptible de servir de base logistique aux activités d'exportation à destination des marchés africains, européens et asiatiques. Cette structure aéroportuaire de fret qui s'étend sur une superficie de 598 m<sup>2</sup>, extensible à 650 m<sup>2</sup>, dispose des chambres froides de 150 tonnes et offre une capacité de manutention annuelle de 3.000 tonnes extensible à 8.700 tonnes. Première du genre dans le Sud du pays, cette installation tend à venir en aide aux opérateurs économiques, agricoles notamment, leur permettant d'exporter leurs produits et de conforter les mécanismes d'exportation dans le cadre de la relance économique dans le pays.

Ces deux installations logistiques (zone franche frontalière et aérogare de manutention), font partie des préoccupations soulevées par les opérateurs économiques de la wilaya, notamment les agriculteurs par souci de les accompagner dans l'exportation de leurs produits.

Pour sa part, le représentant de l'union générale des commerçants algériens, Djamel Chalghoum, a appelé, à ce titre, à redynamiser l'exploitation de cette structure vitale pour renforcer l'exportation des produits nationaux, notamment agricoles vers les marchés africains.

**FÊTE ANNUELLE DE LA FRAISE/JIJEL****70 producteurs participent à l'exposition**

La 19<sup>ème</sup> édition de la fête annuelle de la fraise organisée dimanche à la maison de la culture Omar Oussedik de Jijel a été marquée par une exposition des diverses variétés du fruit rouge regroupant près de 70 producteurs. Des fraiseiculteurs de 12 communes de la wilaya participent à cette fête, organisée par la Direction des services agricoles (DSA) et la Chambre de wilaya de l'agriculture sous le thème "la fraiseiculture à l'heure des chan-

gements climatiques".

Cette manifestation regroupe des producteurs de fraise mais aussi des universitaires, des chercheurs du Centre de recherche en biotechnologie de Constantine et des cadres de la direction du commerce et des douanes pour débattre des divers facteurs impactant cette filière agricole, a indiqué à l'APS la directrice des services agricoles, Chinar Zaïdi.

Pour le secrétaire général de la Chambre locale de l'agriculture,

Yacine Zedam, "Jijel est leader national dans la culture de ce fruit dont la superficie est passée de quatre hectares en 2002 à 650 hectares, actuellement".

Cette culture attire de plus en plus de producteurs au regard de ses rendements financiers, selon le même responsable, qui a précisé que la production prévisionnelle de l'actuelle saison 2022-2023 devra avoisiner 210.000 quintaux.

Lors de ses discussions avec les producteurs exposant, le wali de

Jijel, Ahmed Meguelati, a mis l'accent sur l'importance d'accorder à la formation et la création de coopératives pour unifier les efforts des fraiseiculteurs pour le développement de leurs activités et surmonter les éventuelles difficultés.

Des agriculteurs approchés par l'APS ont mis l'accent sur l'importance de la concrétisation du projet de marché de gros projeté dans la localité de Djimar dans la commune de Taher en vue de mieux commercialiser leurs

## MILA

**Début de l'actualisation de la cartographie pédagogique du secteur de la formation et l'enseignement professionnels**

Les services de la Direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de Mila ont entamé l'opération d'actualisation de la cartographie pédagogique du secteur en collaboration avec les différents partenaires concernés, a-t-on appris de la directrice locale du secteur, Samira Benlemadhat.

Les services de la DFEP de la wilaya ont tenu plusieurs réunions de concertation avec les responsables des secteurs des ressources en eau, de l'agriculture, de l'énergie et des mines, du tourisme et de l'artisanat et de la conservation des forêts « en vue d'arrêter le plan d'action du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et actualiser la nouvelle carto-

graphie pédagogique conformément aux particularités de la wilaya de Mila », a indiqué à l'APS la même responsable. Selon la directrice de wilaya du secteur, le constat enregistré, s'agissant des nouveautés, des exigences et de l'impact positif des efforts des pouvoirs publics, notamment en ce qui concerne la relance des projets d'investissement dans les différentes communes de la wilaya, « impose au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de s'adapter avec les nouvelles données à travers une cartographie appropriée qui prenne en considération la création de nouvelles spécialités de formation et les insère dans la nomenclature des spécialités de la wilaya qui compte

actuellement 141 spécialités réparties entre 18 filières professionnelles, avec la possibilité de proposer de nouvelles spécialités pour consolider la nomenclature nationale des spécialités de formation ». Dans ce cadre, il a été procédé, a-t-elle expliqué, à la programmation d'opérations de jumelage avec des instituts et centres de formation des différentes wilayas du pays pour donner l'opportunité d'une formation pratique au profit des stagiaires des instituts et centres de la wilaya de Mila en vue d'acquérir de nouvelles expériences. Mme Benlemadhat a également fait part de l'organisation prochaine des journées d'étude, en collaboration avec les opérateurs économiques activant dans la wilaya, pour

connaître leurs propositions et besoins, notamment en matière de main d'œuvre, dans le but de les prendre en charge dans le cadre de l'opération d'actualisation de la cartographie pédagogique. Ces efforts entrent, a-t-elle indiqué, « dans le cadre des efforts d'adaptation du produit de la formation professionnelle avec le marché local de l'emploi permettant de garantir des opportunités de recrutement aux diplômés et les orienter vers la création de leurs microentreprises répondant ainsi à la demande du tissu économique local ». Cela aura lieu, selon elle, par l'instauration d'un « véritable partenariat » avec tous les secteurs et partenaires concernés.

DE CHATGPT À MIDJOURNEY

# L'IA s'installe dans les entreprises

*Employés et directions s'approprient les logiciels d'intelligence artificielle capables de générer textes et images. Souvent déployés pour gagner du temps et de l'argent, ces outils suscitent de l'enthousiasme, mais aussi des questions.*

**J'**ai commencé à utiliser ChatGPT en janvier, raconte Pierre, chargé de communication d'une PME de services administratifs, à propos du désormais célèbre robot conversationnel lancé en novembre 2022 par la société OpenAI. Au début, les résultats n'étaient guère probants, mais en me perfectionnant grâce à des vidéos YouTube, j'ai réussi à automatiser environ de 30 % à 40 % de ma charge de travail, qui consiste à écrire des articles et des billets sur les réseaux sociaux. » L'auteur de ce témoignage, recueilli dans un appel lancé sur Lemonde.fr, est enthousiaste... mais ne souhaite pas que son nom apparaisse, car le patron de sa PME « a beaucoup de mal à considérer l'utilisation des intelligences artificielles [IA] comme du travail réel ». La vogue des IA dites génératives – capables de créer, à partir d'une simple instruction écrite, du texte, comme ChatGPT, ou des photos ultra-réalistes, comme Midjourney – commence à toucher les entreprises.

« Aujourd'hui, tous les créatifs de notre agence jouent avec ces logiciels. Et particulièrement les moins de 35 ans », raconte Bertille Toledano, présidente de l'agence de publicité BETC et coprésidente de l'Association des agences-conseils en communication (AAC). Mais, au-delà des premiers convertis technophiles, ces outils vont-ils bouleverser le monde du travail ? Ou rejoindront-ils la liste des nouveautés ayant fait l'objet d'un emballement exagéré avant de décevoir, comme le métavers ou le casque de réalité virtuelle ? « Les intelligences artificielles génératives ont un effet sur des métiers qui semblaient à l'abri de l'automatisation, en particulier dans le tertiaire », décrypte le sociologue Yann Ferguson, enseignant-chercheur à l'Institut catholique d'arts et métiers de Toulouse et responsable scientifique de LaborIA, un programme d'analyse des impacts de l'IA sur le travail lancé en 2021 par le gouvernement et l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique.

Dans les entreprises, dans la banque d'affaires Morgan Stanley ou la plate-forme d'e-commerce Cdiscount, des premiers déploiements ont déjà lieu. Et les géants du numérique (Microsoft, Google, Amazon ou Meta) poussent ces technologies. « Les entreprises sont plutôt convaincues, mais elles se posent aussi des questions », constate Laurent Daudet, cofondateur de LightOn, un éditeur français de grands modèles de traitement du langage, les moteurs sur lesquels s'appuient les interfaces comme ChatGPT.

Quel sera vraiment l'apport de l'IA générative ? Quels sont les risques ? Un sondage JobTeaser-Kantar de février résume l'ambivalence des sentiments face à cette technologie : une majorité des actifs de 18 à 27 ans considéreraient qu'elle libérera du temps de travail ou créera des nouveaux emplois... mais 61 % craignent aussi un impact sur leur carrière.

« Copilote » des informaticiens C'est pour les informaticiens, développeurs en tête, que le recours aux IA génératives est le plus avancé. Depuis juin 2022, ceux-ci peuvent utiliser Copilot, un assistant d'aide à la programmation lancé par Microsoft, partenaire d'OpenAI, et par GitHub, la principale plate-forme de publication de logiciels. Cet outil, accessible pour 10 euros par mois, s'appuie sur la capacité des grands modèles de traitement du langage à gérer du code informatique, qui est une forme de texte.

« Quand un développeur écrit du code, Copilot lui propose la suite, en fonction du code déjà écrit et des fichiers ouverts en parallèle. Je ne me risquerais pas à estimer le gain de productivité, mais il est bien réel », raconte ainsi Adrien Boullé, directeur de l'ingénierie chez Myre, un gestionnaire de patrimoine immobilier. « C'est aussi un outil formidable pour extraire des informations pour lesquelles je serais normalement forcé de parcourir des fichiers PDF de plusieurs milliers de pages », renchérit Maxime, un consultant dans le secteur électronique qui préfère témoigner de manière anonyme. « J'ai développé des applications avec l'aide de ChatGPT », explique de son côté Halima Drobek, informaticienne à Francfort, en Allemagne.

Chez Sopra Steria, prestataire de services numériques, l'intelligence artificielle générative est déjà utilisée « depuis un certain temps », comme « un compagnon, pour écrire des lignes de code, générer de la documentation ou encore mener des tests pour vérifier le code », explique son directeur technique, Mohammed Sijel-massi.

Dans le secteur, certains développeurs ont toutefois réticents à déployer de façon opérationnelle du code généré par une IA, jugeant que son fonctionnement et sa provenance ne sont pas suffisamment clairs. M. Boullé, lui, se demande si, un jour, pour les informaticiens, « il suffira » d'être capable d'interagir avec l'IA pour lui faire « comprendre » notre intention, pour qu'elle l'implémente [qu'elle la développe] elle-même ».

Mais il ajoute : « Les guillemets sont importants : il ne faut surtout pas s'imaginer qu'il y a une sorte d'intelligence qui interprète et comprend. » En tout cas, l'usage se répand vite : selon GitHub, 46 % du code produit dans les langages où Copilot est activé proviennent désormais de son assistant. Et, le 13 avril, Amazon a lancé un programme concurrent, baptisé « CodeWhisperer ».

## La tentation des images artificielles

Autre territoire de conquête privilégié de l'IA générative : l'image. Celle-ci semble déjà plébiscitée dans les travaux préparatoires à la création. Des graphistes d'animation ou de jeux vidéo réalisent ainsi des «

moodboards », ces planches de références utilisées pour décrire le résultat attendu.

« Cela remplace uniquement des images qu'on allait chercher auparavant sur le Net », précise Cyril, directeur artistique dans un studio d'animation français, qui souhaite rester anonyme. « Midjourney traduit les images que j'ai en tête avec une précision bien supérieure à celles des banques d'images que j'utilisais avant », explique le réalisateur de publicités Gilles Guerraz.

Pour le graphiste de pochettes d'album KSGraph, les prévisualisations générées par IA « permettent au client de mieux se projeter qu'avec [ses] croquis ». En publicité, l'usage est aussi répandu pour les prémaquettes de campagnes, raconte Mme Toledano, tout en précisant que la photo donne ensuite lieu à une prise de vue bien réelle.

Les studios d'animation ou de jeux vidéo internationaux interdisent aussi l'utilisation d'éléments générés par l'IA dans les productions finales, racontent des employés. « Ce ne serait ni éthique ni viable », pense Cyril.

L'IA générative commence toutefois à s'immiscer dans certaines phases de production : en publicité, elle permet de modifier en temps réel des décors virtuels projetés en studio sur des écrans numériques à 360 degrés (changer la lumière, ajouter des ombres...).

Ce qui évite de payer le déplacement de toute une équipe sur un lieu de tournage, parfois à l'autre bout du monde... D'autres n'hésitent pas à utiliser directement les clichés fabriqués par l'IA.

Guillaume Jacquet-Lagrèze a ainsi eu recours au logiciel Dall.E 2, d'OpenAI, pour illustrer les « séminaires d'entreprises en bateau solaire » sur le site Web de son entreprise niçoise SeaZen. « Le plus dur, raconte-t-il, a été de trouver les bons mots-clés pour générer des images adaptées : "maître de yoga en position de lotus", "photo d'un présentateur debout derrière son pupitre", etc. »

Chez Slidor, une entreprise qui enrichit les représentations graphiques PowerPoint de grandes entreprises, la moitié des images sont aussi générées par Midjourney. « Pour les illustrations, cela prend trois fois moins de temps avec l'IA qu'avec un dessin à la main », assume son cofondateur Jérôme Bestel.

Pour David Leclabart, coprésident des agences publicitaires Australie.GAD et de l'AACC, certains prestataires produisent en masse, à bas prix (Midjourney coûte 10 dollars, soit environ 9 euros, par mois), des images pour des campagnes en ligne. Au risque de faire baisser la « valeur de la création », pour les consommateurs et pour les artistes... Cette inquiétude est moins présente dans le secteur des effets spéciaux, où « les gens sont plutôt emballés », selon Gaël Honorez, de Presenz.

Ce producteur belge de films im-mersifs en 3D a utilisé l'outil Stable Diffusion pour générer le fond du cadran d'une montre. « Avec l'annonce par l'éditeur Adobe d'un logiciel d'IA entraîné sur des images respectant le copyright, cet usage deviendra probablement la norme », pense-t-il.

L'IA sert aussi à automatiser des tâches fastidieuses, comme isoler puis faire disparaître ou modifier les éléments non désirés dans une vidéo.

## Le rêve d'un assistant personnel

« Préécriture d'e-mail, premier essai pour une étude de marché, se faire passer pour un consommateur pour préparer les questions d'un entretien... » Julien Rechenmann, fondateur d'une start-up en neurotechnologie à Toronto (Canada), estime économiser « un tiers » de temps de travail grâce aux IA génératives, vues comme un genre d'assistant.

Chez la PME Slidor, 75 % des salariés utiliseraient ces outils pour créer des comptes rendus de réunion, etc. L'« ami » est parfois présenté comme un remède – partiel – au complexe de la page blanche, permettant de générer des idées, pour écrire un texte, voire un scénario.

« Ça me permet souvent d'avoir des déclics quand je bloque », explique l'enseignante en lycée professionnel Sandrine Madurand, 55 ans, qui en amont des cours essaie ChatGPT pour « trouver des plans, des questions plus variées, des réponses rédigées... ».

« J'utilise ChatGPT au moins une fois par jour, explique le directeur des ressources humaines d'une grande entreprise informatique. Je prépare des communications aux équipes : projet de déménagement, événements ou célébrations... »

Il confie être allé jusqu'à demander au robot de « nuancer » son propos pour, par exemple, être « plus empathique » avec les employés... Ryan, étudiant en informatique à l'École normale supérieure, en stage dans un laboratoire de recherche, lui, « demande un brouillon à ChatGPT dès qu'il faut faire un truc formel, genre e-mail.

Je l'utilise systématiquement pour communiquer l'état de mes recherches aux autres, via des présentations académiques ou grand public ». En bémol, les adeptes soulignent le besoin de « vérifier » le contenu : « Je dois reprendre certaines tournures de phrase et supprimer des paraphrases, prévient M. Rechenmann. C'est un excellent premier jet. »

## Des logiciels internes

Au-delà des salariés isolés, l'IA générative a aussi commencé à se diffuser dans les grands groupes. « Pour avoir plus de fiabilité et de maîtrise, les entreprises veulent souvent affiner un modèle en l'entraînant sur leurs

propres données, ou alors le réentraîner entièrement », raconte Julien Chaumond, cofondateur de Hugging Face, plate-forme de publication de logiciels et de ressources en IA.

L'agence d'information Bloomberg a ainsi entraîné BloombergGPT sur quarante années de dépêches et de données financières. Ce robot interne répondra aux questions des employés, de la même façon que celui créé par Morgan Stanley avec OpenAI.

« Nos conseillers financiers peuvent lui demander de comparer nos analyses de la situation d'Apple, Microsoft et IBM, ou de renseigner un client sur le statut des trusts en Californie, etc. Avant cela, il leur aurait fallu cliquer sur plusieurs documents, puis les comparer », explique Jeff McMillan, responsable de l'analyse de données de Morgan Stanley, qui teste cet outil avant de le généraliser cet été.

Le fournisseur de logiciels pour entreprises Salesforce a, lui, lancé Einstein GPT, déjà utilisé par l'électricien français Schneider Electric. Chez Cdiscount, les interfaces d'OpenAI servent à classer les fiches produits envoyées par les vendeurs de la plate-forme, ce qui aurait « divisé par deux les produits mal catégorisés ».

Chez LightOn, un des clients veut utiliser l'IA pour analyser, « avec une fréquence beaucoup plus grande qu'aujourd'hui », des avis écrits en ligne par des acheteurs. Un autre, assureur, souhaiterait répondre au moyen d'un robot à des questions de clients : après avoir chargé leur contrat en ligne, ceux-ci pourraient savoir s'ils sont assurés contre la grêle, etc. L'IA serait aussi prometteuse dans la relation client : la Société générale cherche actuellement à recruter une personne capable d'améliorer ses algorithmes « pour la classification et l'extraction automatique d'informations dans des documents scannés, l'analyse de verbatim clients pour détecter des thèmes récurrents, ou encore le résumé automatique d'appels téléphoniques ».

Cette dernière fonction est également en test chez Bouygues Telecom, avec IBM et Amazon, rapporte le média CIO. Et, à la Société générale, l'IA sert aussi déjà à analyser les « projets de contrats » pour en « accélérer le traitement ».

En gestion des ressources humaines, côté employeurs, certains proposent des solutions d'IA générative, comme Hippolyte-rh, HeyTeam ou CVDesignR, qui y voient un moyen d'« étoffer les recherches de profils » en élargissant les termes.

Côté candidats, l'entreprise propose depuis février un outil de création de CV assistée par ChatGPT, utilisé « par 10 % des candidats ».

## Une technologie poussée par les géants du numérique

L'IA générative suscite une vaste offensive des géants des services en ligne dans le cloud, l'informatique dématérialisée. Microsoft propose sur sa plate-forme tous les modèles de son partenaire OpenAI, dans lequel il a investi plusieurs milliards de dollars. Son concurrent Google invite depuis mi-mars les entreprises à développer, à partir de ses grands modèles de langues, « leurs propres applications, interfaces de discussions et assistants numériques ». Amazon vient d'annoncer un partenariat avec Hugging Face, puis une interface baptisée « Bedrock », qui met à disposition des entreprises ses propres modèles d'IA générative, ainsi que ceux des start-up Anthropic ou Stability AI. Amazon déploiera aussi ces IA par la voie des cabinets de conseil Accenture ou Deloitte. Cette tentative de pénétrer les entreprises par le haut se double d'une approche par le bas : Microsoft et Google vont bientôt déployer des « assistants » d'IA générative dans leurs logiciels de bureautique Microsoft 365 et Workplace.

Ceux-ci promettent de rédiger un résumé d'une réunion tenue en visioconférences dans Teams, des brouillons d'emails dans Gmail ou Outlook, de générer des présentations de type PowerPoint avec des illustrations créées par l'IA, ou encore de raccourcir des textes dans Word ou Docs...

## Incertitudes juridiques et limites techniques

Quel sera le réel gain de temps ? Comment éviter les erreurs que peuvent commettre ces logiciels ? Le résumé d'une réunion sera-t-il fiable ? La plupart des personnes interviewées soulignent la nécessité de « repasser derrière » le robot. Morgan Stanley ou LightOn notent que, pour aider cette vérification, leurs chatbots mentionnent des « sources », ce que ne fait pas ChatGPT. Par prudence, Bouygues Telecom préfère pour l'heure ne déployer ce type d'outils qu'en interne. L'IA générative souffre aussi d'une « incertitude juridique », note Bertille Toledano.

Pour KSGraph, publier des images créées avec IA pourrait relever du « vol de style ». Les craintes sur le droit d'auteur sont réelles : l'agence Getty ainsi qu'un collectif d'artistes ont déposé des plaintes contre Stable Diffusion ou Midjourney, accusés d'avoir entraîné leurs modèles sur des images sans autorisation de leurs auteurs. Certains réclament une rémunération en compensation. Le débat est le même dans le code informatique : des développeurs ont déposé plainte contre Copilot. Les interrogations autour de l'IA générative rappellent celles liées au cloud. « Les clients se posent des questions sur le contexte réglementaire, notamment depuis l'interdiction de ChatGPT en Italie par l'autorité de protection des données », constate Laurent Daudet, de LightOn. La France a exclu un tel bannissement, mais le cas ChatGPT est examiné à Paris et à Bruxelles, où est discuté le règlement européen « AI Act ».

Quelle transparence imposer sur les modèles d'IA ? Quelle responsabilité en cas de dommage ? A ces débats s'ajoutent les craintes sur la souveraineté et la confidentialité des données : le coréen Samsung a ainsi restreint l'accès à ChatGPT après que des employés l'ont interrogé sur du code et des notes de réunions jugés sensibles...

## Alertes sur l'emploi

L'autre débat qui plane sur l'essor de l'IA générative est l'emploi : ces logiciels remplaceront-ils des travailleurs dont les tâches auront été automatisées ? Plusieurs études sont alarmistes : jusqu'à 18 % des emplois dans le monde seraient menacés, selon un rapport de la banque Goldman Sachs publié en mars. Premiers concernés : les cadres et les postes administratifs. En parallèle, cherche à nuancer l'étude, de nouveaux emplois apparaîtraient, comme « ingénieur d'assistance » ou « prompt engineer » (rédacteur d'instructions pour les logiciels). Et la productivité augmenterait. Selon une autre étude, commandée par OpenAI et publiée en mars, 80 % des employés américains verraient « à terme » l'IA générative affecter au moins 10 % de leurs tâches, dans une proportion importante pour 19 % d'entre eux. Mais, préviennent les auteurs, « il est difficile de savoir dans quelle mesure les professions peuvent être entièrement décomposées en tâches ». Même prudence à la direction générale de Pôle emploi : « Il est encore trop tôt pour faire une topographie claire des impacts sur les recrutements », y affirme-t-on. En fait, tout dépendra du déploiement effectif de tels outils au sein des entreprises, pointait une étude de LaborIA publiée fin mars. La question de la qualité de l'emploi se pose aussi. L'IA menacerait le sentiment de reconnaissance des salariés : « Le risque, c'est de tolérer une qualité qui n'est pas acceptable. Or, on a besoin de se rappeler qu'on a fait du beau travail, affirme Yann Ferguson.

Hors de la tech, il y a parfois un sentiment de honte chez ceux qui utilisent l'IA : ils ont peur de ne plus être méritants. » M. Ferguson anticipe deux scénarios : « Soit la déqualification des salariés, soit leur "encapacitation" ». Une analyse partagée par Matthieu Trubert, délégué syndical Ugict-CGT chez Microsoft France : « Si les personnes ne sont pas formées à la haute technicité des outils qu'il va falloir utiliser pour continuer à effectuer leur métier, on va perdre des gens, l'autonomie va en prendre un coup, et le risque est d'être encore plus isolé dans son travail, prévient-il. Si tout le monde devient "prompt engineer", on aura une armée de questionneurs d'oracle, de pousse boutons. »

Révolution ou vogue ? A long terme, l'intelligence artificielle générative va-t-elle vraiment engendrer une « révolution » ? Les figures de la tech prédisent un avenir presque sans limites pour l'IA en général. « C'est aussi fondamental que la création du microprocesseur, de l'ordinateur PC, de l'Internet ou du smartphone », a prophétisé Bill Gates, le fondateur de Microsoft, après avoir testé ChatGPT. Yann LeCun, responsable de l'IA chez Meta, croit possible l'émergence d'une « renaissance » ou d'un « nouveau siècle des Lumières ». Le PDG d'OpenAI, Sam Altman, imagine une « révolution comparable aux révolutions agricole, industrielle et numérique ». D'autres, dont l'ex-dirigeant d'OpenAI Elon Musk, estiment l'IA puissante au point d'être « dangereuse » à terme pour l'humanité, et ont réclamé, par une lettre ouverte du 28 mars, une mise en « pause » des recherches. « ChatGPT n'est pas le premier grand moment dans l'histoire de l'IA, relativise Yann Ferguson. Dans les années 1980-1990, il y a eu les systèmes experts, spécialisés sur un type de tâche, qui ont bénéficié des mêmes effets d'annonce sur la fin du travail, avant d'être abandonnés car ils manquaient de flexibilité. Et ChatGPT n'est pas le premier buzz de l'IA d'apprentissage, il y a eu l'annonce du projet de voiture autonome Google Car en 2011, ou la victoire de l'ordinateur-joueur de go AlphaGo en 2015. » Dans un autre registre, les assistants vocaux comme Alexa, Siri ou Google Assistant ont eux aussi fait l'objet de prévisions très optimistes, suivies de déceptions. ChatGPT, Midjourney et les logiciels génératifs se distinguent toutefois d'innovations récentes comme le métavers car ils se différencient en partie « par en bas » dans les équipes, notent Mme Toledano ou M. Ferguson. Julien Chaumond, de Hugging Face, implanté en Europe mais aussi aux États-Unis, compare, lui, cette vague d'innovations à « l'arrivée de l'informatique de bureautique dans les années 1990 ». « Si on écoute la Silicon Valley, l'IA va tout changer, voire entraîner la fin du monde d'ici à deux ans. Alors qu'à Paris les gens ont à peine entendu parler de ChatGPT... La vérité est probablement entre les deux », pense-t-il.

Enquête réalisée Par Louis Adam, Vincent Fagot, Corentin Lamy, Julia Paret, Alexandre Piquard, Nicolas Six, et Jules Thomas

Source : Le monde édition du 26 avril 2023

## MAURITANIE

## L'Union Générale de Travailleurs Mauritaniens commémore la journée internationale du travail

L'Union générale des travailleurs Mauritaniens a commémoré, lundi à Nouakchott, la Journée internationale des travailleurs sous le thème "L'unité nationale à l'ombre de la justice sociale".

Le Syndicat a organisé à l'occasion un rassemblement à son siège social au centre de la capitale, au cours duquel il a fait le point sur sa plateforme revendicative et sa vision pour améliorer la réalité des travailleurs.

Le Secrétaire général de l'Union, M. Cheikh Sid Ahmed Ould Sid Oumou, a déclaré que la célébration de la fête du 1er mai symbolise la lutte acharnée et pacifique en vue de l'éradication de l'exploitation des êtres humains.

Il a ajouté que la fédération souhaite que ce jour soit le début d'une nouvelle ère pour répondre aux revendications des syndicats et à l'entente avec les partenaires sociaux pour favoriser le développement au profit de la Mauritanie et que l'ouverture récente de nombreuses fenêtres dans le programme du Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a contribué à calmer la situation, et ce qui a été annoncé en termes de Manifestation d'une volonté d'élaborer et de mettre en œuvre une politique visant à stabiliser les populations sur leurs terroirs. Le Secrétaire général s'est félicité de l'augmentation des salaires et des indemnités au profit des retraités et de l'expansion de l'assurance maladie pour les couches vulnérables. Dans sa plateforme revendicative, le Secrétaire général a exigé le développement des capacités d'enseignement technique pour devenir un débouché pour l'industrialisation de pointe, ce qui assurerait la dispense de main-d'œuvre étrangère et réduirait les charges pesant sur les travailleurs.

Il a appelé à la généralisation des conseils d'administration dans lesquels les travailleurs représentent le tiers des membres. Il a également exigé l'accélération de la formation d'un conseil supérieur pour fixer et surveiller les prix, avec la participation des syndicats et des organisations de protection des consommateurs.

## MAROC

## Manifestations à Rabat contre la flambée des prix

Plusieurs centaines de militants syndicaux ont manifesté lundi à Rabat, à l'occasion de la Fête du travail, pour protester contre la "détérioration du pouvoir d'achat" et la poussée inflationniste au Maroc, marquée par l'envolée des prix des denrées alimentaires.

**A** l'appel des principales centrales syndicales du royaume, des centaines de manifestants se sont rassemblés à Rabat, scandant des slogans contre la cherté de la vie, la détérioration du pouvoir d'achat et la corruption. Arborant banderoles et casquettes aux couleurs des syndicats, les manifestants ont défilé le long de l'avenue Mohammed V, au cœur de la capitale non loin du siège du Parlement. Des manifestants n'ont pas manqué d'appeler le Premier ministre, Aziz Akhannouch à démissionner. Des rassemblements similaires ont eu lieu à Casablanca (ouest), selon la presse locale. Les syndicats exigent, notamment le plafonnement des prix des carburants, la réduction des taxes sur les produits de première nécessité et la baisse de l'impôt sur le revenu, afin de soutenir le pouvoir d'achat. La Confédération démocratique du travail (CDT, gauche), a par ailleurs appelé à la libération des "prisonniers politiques" et au "respect des libertés publiques".

Elle a indiqué, dans un communiqué, que les manifestations du 1er mai interviennent dans un contexte marqué par "une hausse vertigineuse des prix et la baisse du pouvoir d'achat", appelant à multiplier les actions de protestation et à exprimer la colère populaire face à la gestion catastrophique de la crise sociale par le gouvernement.

De son côté, l'Organisation démocratique du travail (ODT) a appelé à mettre fin à la tendance inflationniste, à l'envolée des prix et a plaidé pour le respect des principes d'égalité, de justice et du droit de vivre dans la dignité.

Impuissance du gouvernement et silence complice L'Union marocaine du travail a, pour sa part, estimé que le 1er mai représentait "une journée de dénonciation et de protestation contre les conditions dans lesquelles vit la classe ouvrière, en particulier dans la conjoncture actuelle caractérisée par la cherté de la vie et la détérioration sans précédent du pouvoir d'achat". Son secrétaire général, Al-Miloudi Moukharek, a indiqué que cette année la Journée in-

ternationale du travail sera célébrée "dans des circonstances exceptionnelles caractérisées par la cherté de la vie, des prix élevés et un coup porté au pouvoir d'achat de la classe ouvrière".

Il a notamment réitéré son rejet des arguments avancés par le gouvernement pour expliquer la situation économique appelant, à ce titre, à "adopter un impôt sur la fortune pour consolider la solidarité sociale".

Le secrétaire général de l'ODT, Ali Lotfi a affirmé que "les répercussions de la hausse vertigineuse des prix des produits de large consommation et du carburant ont entraîné une baisse du pouvoir d'achat de la classe ouvrière de plus de 25%".

L'envolée sans précédent des prix au Maroc est due aux répercussions de la loi sur la liberté des prix et de la concurrence, à l'incapacité à surveiller les commerçants et à affronter les spéculateurs à l'origine de la hausse des prix de toutes les denrées alimentaires et les services de base, a-t-il souligné.

Selon lui, cette envolée des prix

"a eu un impact négatif sur le pouvoir d'achat de la classe ouvrière dans les secteurs public et privé ainsi que sur les groupes non structurés et vulnérables de la société", notant que la classe moyenne a atteint le seuil de pauvreté.

D'autre part, le gouvernement d'Aziz Akhannouch refuse d'augmenter les salaires et de plafonner les prix qui restent sous le contrôle des grands spéculateurs et intermédiaires. Dans ce contexte, l'Union populaire des travailleurs a, entre autres, dénoncé ce qu'elle a qualifié de "silence complice (du gouvernement) concernant la corruption politique et syndicale", notant que la Fête du Travail constitue une occasion pour "dénoncer la hausse vertigineuse des prix à la consommation, l'élargissement du cercle de la pauvreté et les disparités sociales, ainsi que le taux de chômage élevé (...) et le ralentissement de l'activité économique".

En mars, le Maroc a enregistré 8,2% d'inflation en glissement annuel, dont une hausse de 16,1% pour les produits alimentaires d'après les statistiques officielles.

## LIBYE

## Le complexe de Mellitah mis hors de service, pour réhabilitation

**L**e complexe de Mellitah constitue l'une des infrastructures pétrogazières les plus importantes de la Libye. L'installation est exploitée dans le cadre d'une joint-venture entre la société publique du pétrole (NOC) et la compagnie italienne Eni. En Libye, la compagnie publique du pétrole (NOC) a annoncé lundi 1er mai, la suspension des activités du complexe de Mellitah. Il s'agit d'une installation pétrogazière de 355 hectares située près de la ville de Mellitah, sur la côte. Dans un communiqué, la société d'État a expliqué les raisons de ce choix. « Après plusieurs retards dus à diverses raisons et circonstances, et sur instruction directe du président de la NOC, Farhat Bengdara, l'arrêt total des opérations au complexe industriel de Mellitah va commencer à des fins de rénovation », a notamment déclaré la NOC. Le délai d'exécution des travaux projetés n'a pas filtré. La

compagnie a néanmoins précisé que ceux-ci devraient commencer à partir du 1er mai et concerner, entre autres, les champs de Bahr Es Salam et Waha, deux périmètres pétrogazières exploités dans le cadre d'une coentreprise avec Eni. Compte tenu de l'importance de l'infrastructure pour la couverture des besoins énergétiques notamment gaziers du pays, la NOC indique avoir pris « toutes les dispositions nécessaires pour compenser la pénurie de gaz pendant la période d'arrêt ».

Le complexe de Mellitah est capable de fournir quelque 695 millions de pieds cubes de gaz par jour pour environ 31 000 b/j d'huile et 450 tonnes de soufre solide. Ceci, via une raffinerie, une usine de liquéfaction de gaz naturel (GNL) et des installations de stockage et de chargement pour le pétrole brut et le GNL.

## TUNISIE

## Les groupes Acciona et Swicorp vont construire un parc éolien de 75 MW à Tataouine

**D**ébut janvier 2023, la ministre tunisienne de l'Énergie, Naila Nouira, déclarait que le gouvernement prévoyait 1 700 MW de nouveaux projets d'énergie renouvelable qui devraient être mis en œuvre entre 2023 et 2025. Le groupe de construction espagnol Acciona SA et le groupe de services financiers saoudien Swicorp vont s'as-

socier pour construire un parc éolien de 75 MW dans le gouvernorat de Tataouine, dans le sud de la Tunisie, selon plusieurs médias locaux. Les deux sociétés auraient en effet signé la semaine du 24 avril une offre technique et financière ainsi qu'un engagement de location pour la construction de la centrale éolienne à Chenini. La

construction de l'installation d'une valeur estimée à 165 millions \$, devrait démarrer fin 2025 et durer 18 mois. La production du parc éolien sera achetée par la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), tout comme celle de la production du parc solaire de 10 MW dont le développement a été confié par les autorités tunisiennes à la société MMJ POWER en

mars dernier. Ces nouveaux projets témoignent de la volonté du pays à accélérer sa transition énergétique, alors qu'il a pris beaucoup de retard par rapport à ses voisins du nord. En effet, les énergies renouvelables ne représentent qu'environ 3 % du mix électrique du pays, largement dominé par des sources fossiles.

## AFRIQUE

# Les firmes de capital-investissement actives ont réalisé un record de 82 sorties en 2022

*impressionnante hausse du nombre de sorties sur le continent s'explique essentiellement par la propension des firmes de capital-investissement à donner la priorité aux cessions d'actifs durant les périodes d'incertitudes macroéconomiques, ainsi que par la finalisation de certaines sorties qui avaient été mises en veilleuse au plus fort de la pandémie de Covid-19.*

Les acteurs de l'industrie du capital-investissement actifs en Afrique ont réalisé un record de 82 sorties en 2022, selon un rapport publié le 26 avril par l'Association africaine de capital-investissement et du capital-risque (AVCA). Ce nombre de sorties représente une croissance de 134 % par rapport à l'année précédente (35 sorties) et une augmentation de 96 % par rapport à la moyenne annuelle de la décennie 2012-2021 (41,7 sorties en moyenne par an). Le rapport explique la forte hausse des sorties par le climat d'incertitudes macroéconomiques qui a incité les firmes de capital-investissement à donner la priorité aux cessions d'actifs, ainsi que par la réalisation de certaines sorties qui avaient été ajournées au plus fort de la pandémie de Covid-19. 65% des sorties recensées l'an passé ont été d'ail-

leurs bouclées durant le premier semestre de l'année.

Le rapport révèle d'autre part que les divers fonds de capital-investissement dédiés à l'Afrique ont levé un montant total de 2 milliards de dollars en 2022, ce qui représente une baisse de 54% par rapport à 2021. Sur ce montant, 1,7 milliard de dollars ont été levés dans le cadre de closings intermédiaires, contre 300 millions de dollars mobilisés dans le cadre de closings finaux.

Ce recul marqué des levées de fonds s'explique essentiellement par le refroidissement du marché du capital-investissement à l'échelle mondiale, dans un contexte d'incertitudes économiques. Plusieurs facteurs, dont l'inflation élevée, la hausse des taux d'intérêt, les incertitudes géopolitiques et les perspectives économiques moroses sur les marchés développés,

ont probablement découragé de nombreux investisseurs internationaux de s'engager à long terme dans d'autres régions du monde, y compris l'Afrique.

Les institutions de financement du développement en pole position Dans cet environnement macroéconomique morose, plusieurs gestionnaires de fonds en 2022 ont aussi choisi de concentrer leurs efforts sur la réalisation de nouvelles transactions et la cession des participations dans les entreprises africaines figurant dans leurs portefeuilles. Les institutions de financement du développement (IFD), qui sont moins sensibles aux retournements du marché par rapport à d'autres catégories d'investisseurs, ont d'ailleurs apporté 59% du total des fonds levés par les firmes de capital-investissement focalisées sur le continent africain durant l'année écoulée.

## NIGERIA

## Abuja prévoit d'autoriser les jetons numériques adossés à des actifs, mais pas les cryptomonnaies

Jusqu'ici très réfractaire aux cryptomonnaies, le régulateur du marché financier nigérian s'intéresse aux « tokens » adossés à des actifs comme les biens immobiliers, les actions et les titres de dettes.

La Securities and Exchange Commission (SEC), le régulateur des marchés financiers au Nigeria, prévoit d'autoriser l'échange des jetons numériques adossés à des actifs sur des plateformes agréées sans lever ses restrictions relatives au trading sur les cryptomonnaies, rapporte Bloomberg ce lundi 1er mai, citant un responsable de l'instance de régulation.

« La SEC envisage d'autoriser des plateformes offrant des jetons numériques adossés à des actifs, notamment des actions, des titres de dettes et des biens immobiliers, mais pas des plateformes

d'échange des cryptomonnaies », a déclaré Abdulkadir Abbas, responsable des titres et des services d'investissement à la Commission. « En tant que régulateur, nous souhaitons toujours commencer par une offre claire et très simple avant d'aborder des offres complexes », a-t-il ajouté.

L'instance de régulation des marchés financiers entend agréer des fintech en tant que sous-courtiers numériques, intermédiaires de financement participatif (crowdfunding), plateformes en ligne de conseil en investissement financiers (robo-advisors) gestionnaires de fonds et émetteurs de jetons numériques, appelés également tokens.

M.Abbas a précisé dans ce cadre que les plateformes d'échange de tokens adossés à des actifs devraient « subir une année d'incubation réglementaire au

cours de laquelle elles n'offriront que des services squelettiques contrôlés par la SEC afin d'étudier le modèle de leurs opérations et leur aptitude à fournir des services dans le pays ».

L'initiative vise à attirer les investisseurs locaux accros aux monnaies numériques échangées sur la blockchain vers les actifs locaux, notamment les actions, qui sont de plus en plus boudées.

Selon un rapport publié en août 2022 par Triple A, une société spécialisée dans la technologie blockchain, le Nigeria arrive en tête du classement des pays africains où l'adoption des cryptomonnaies est la plus élevée et au 4<sup>e</sup> rang mondial, juste après les Etats-Unis, l'Inde et le Pakistan. Les 22,33 millions de détenteurs de cryptomonnaies nigériens représentent 10,34 % de la population du pays.

## TANZANIE

## Le gouvernement table sur une accélération de la croissance économique en 2023, à 5,2%

Alors que l'économie tanzanienne repose notamment sur les secteurs du tourisme, de l'exploitation minière et de l'agriculture, le gouvernement estime que les effets néfastes persistants de la guerre en Ukraine pourraient le pousser à raboter ses prévisions de croissance pour l'année en cours.

L'économie tanzanienne devrait enregistrer une croissance d'environ 5,2 % en 2023 contre 4,7 % en 2022, a estimé le ministre des Finances, Mwigulu Nchemba (photo), dans une lettre adressée au Fonds monétaire international (FMI).

Le ministre a cependant précisé, dans cette lettre rendue publique le 28 avril dernier, que cette prévision pourrait être revue à la baisse ultérieurement, en raison des effets néfastes persistants de la guerre en Ukraine. « Nous nous attendons à ce que l'économie continue à faire face aux vents contraires liés à la guerre en Ukraine à court terme », a-t-il souligné.

L'économie tanzanienne repose notamment sur les secteurs du tourisme, de l'exploitation minière et de l'agriculture. Le FMI avait annoncé, dans un communiqué publié lundi 24 avril, que son conseil d'administration a approuvé le décaissement immédiat d'une nouvelle tranche de prêt de 153 millions de dollars en faveur de la Tanzanie, au titre de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) conclu entre Dodoma et le Fonds en juillet 2022.

L'institution financière internationale a également indiqué que des « progrès remarquables » ont été accomplis dans la mise en œuvre des réformes accompagnant le programme de financement, dont la résorption des arriérés de dépenses et l'amendement de la loi sur les banques et les institutions financières.

## POUR LUTTER CONTRE LA PIRATERIE ET LA PÊCHE ILLÉGALE SOUVENT CHINOISE...

### La Chine fait don d'un patrouilleur à la Sierra Leone

Le navire de 26,7 mètres de long servira notamment à lutter contre la pêche illicite dans les eaux territoriales de la Sierra Leone, qui est en grande partie le fait de chalutiers chinois.

La Chine a fait don d'un navire patrouilleur à la Sierra Leone pour l'aider à lutter contre la pêche illégale et la piraterie au large de côtes ouest-africaines, a rapporté le quotidien anglophone chinois South China Morning Post le 30 avril. Ce patrouilleur de 26,7 mètres de long a été mis en service le 24 avril, en présence du président sierra-léonais, Julius Maada Bio, qui a affirmé que le don chinois atteste « des solides relations bilatérales entre les deux pays », a-t-on précisé de même source.

Le navire de type PB 106, qui a été rebaptisé « Madam Yoko », est équipé d'une arme de calibre 14,5 mm.

« La Sierra Leone a eu beaucoup de mal à contrôler la pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans ses eaux territoriales. Cette capacité offshore réduira évidemment le risque et dissuadera ces crimes dans notre domaine maritime », a déclaré M. Bio.

## REGAIN DES INVESTISSEURS SUR « UMOA-TITRES »

## Les États ont mobilisé 227 milliards FCFA entre le 24 et 28 avril

Les récentes émissions sur le marché des titres publics de l'UEMOA montrent un regain d'intérêt des investisseurs pour les titres publics émis par adjudication avec le concours d'UMOA-Titres. Cet engouement du marché est de bon augure pour le financement des États, malgré un contexte économique toujours incertain. Le marché des titres publics par adjudication de l'UEMOA a clôturé la semaine dernière (du 24 au 28 avril) avec cinq émissions pour un volume total mobilisé de 227 milliards FCFA (381,8 millions \$) contre 113 milliards la semaine précédente. Cette hausse témoigne d'un regain d'intérêt des investisseurs pour les titres publics émis par adjudication avec le concours d'UMOA-Titres, après un premier trimestre difficile marqué par une série d'échecs des sorties souveraines. Le niveau de couverture moyen des émissions sur la semaine sous revue est monté à 132%, contre 121% une semaine plus tôt. Au cours de la semaine du 24 au 28 avril 2023, les 5 émetteurs ont

annoncé des besoins de financement de 210 milliards FCFA, contre 105 milliards la semaine précédente pour les États de la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et du Mali.

Parmi les États ayant animé le marché, le Togo a mobilisé 33 milliards FCFA, la Côte d'Ivoire environ 66 milliards, le Burkina Faso 32 milliards, le Niger 41 milliards et le Sénégal 55 milliards. Les maturités varient entre 91 jours et 5 ans, avec des taux de rendement supérieurs à 5% sur des maturités courtes, selon le pays de résidence de l'investisseur. Dans le détail, le 24 avril 2023, le Trésor togolais a mobilisé un total de 33 milliards FCFA sur le marché des titres publics. Les investisseurs ont été séduits par des émissions avec des maturités de 182 jours, 3 ans et 5 ans. Au total, les investisseurs ont servi 40 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 133%.

Le lendemain, le 25 avril, c'était autour de la Côte d'Ivoire d'attirer l'attention des investisseurs en mobilisant 66 milliards FCFA sur le marché des titres publics. Les

émissions proposées avaient des maturités de 91 jours, 364 jours et 3 ans, offrant ainsi des options diversifiées aux investisseurs. Le taux de couverture a atteint 133,69%, montrant l'appétit des investisseurs régionaux pour les titres ivoiriens.

Le 26 avril 2023, le Burkina Faso a réussi à lever 32 milliards FCFA sur le marché des titres publics. Les maturités proposées étaient de 182 jours, 3 ans et 5 ans, permettant aux investisseurs d'accompagner le développement économique du pays tout en adaptant leurs investissements à leurs horizons de placement.

Le 27 avril 2023, le Niger a également suscité l'intérêt des investisseurs en mobilisant 41 milliards FCFA sur le marché des titres publics. Les émissions concernaient des maturités de 182 jours, 364 jours et 3 ans, permettant au pays de financer ses projets d'infrastructures et de développement. Enfin, le 28 avril 2023, le Sénégal a clôturé cette semaine en mobilisant 55 milliards FCFA. Les investisseurs ont participé à des émissions avec des maturités de

182 jours, 364 jours et 3 ans, contribuant ainsi à soutenir l'économie sénégalaise. Cette sortie s'est soldée par une souscription des titres mis en adjudication avec un taux de couverture avoisinant 182%.

Pour Umoa-titres « les investisseurs peuvent optimiser leur trésorerie en profitant de la remontée des taux de rendement sur le marché des titres publics, qui ressortent entre 5% et quasiment 8% selon les maturités ». En effet, en ce moment, les titres publics offrent des rendements plus attractifs que les comptes épargnes (3,5%), les comptes courants rémunérés et les DAT (Dépôts à terme) sur la même durée. Rappelons que pour la nouvelle semaine qui commence (1er au 5 mai), la Côte d'Ivoire, le Mali et le Bénin s'attendent à mobiliser 95 milliards FCFA. On notera le retour du Bénin qui a cessé d'émettre depuis février, en raison de la crise de liquidités qui sévissait sur le marché.

## PLAFOND DE LA DETTE

**Les États-Unis pourraient être en défaut «dès le 1er juin»**

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen a annoncé lundi que l'État fédéral a récolté moins d'impôts que prévu.

Les États-Unis se sont rapprochés un peu plus d'un potentiel défaut sur leur dette publique après avoir récolté moins d'impôts que prévu, s'avançant ainsi vers le moment où le pays ne pourra plus faire face à toutes ses obligations, a averti lundi 1er mai la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen. Dans un courrier adressé au président républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, et rendu public par le Trésor, la ministre des Finances américaines a en effet estimé que le mur de la dette pourrait être atteint «dès le 1er juin». «Notre meilleure estimation est que nous ne serons plus en mesure de satisfaire à l'ensemble des obligations du gouvernement début juin, et potentiellement dès le 1er juin», a-t-elle écrit au dirigeant républicain.

Cela ne signifie pas un défaut dès le mois prochain mais les États-Unis, qui jusqu'ici avaient pu éviter de fermer des services en jouant sur les différentes lignes comptables, se retrouveraient cette fois dans une situation économique nettement plus précaire. Concrètement, le Trésor serait dans l'obligation de choisir entre ses différentes dépenses contraintes, ce qui pourrait l'obliger à fortement limiter certaines, notamment celles relatives aux prestations de santé ou de retraite, afin de pouvoir continuer à remplir ses obligations relatives à ses prochaines échéances liées à sa dette.

**«Impossible de prévoir»**

«Il est impossible de prévoir avec certitude la date exacte à laquelle le Trésor ne sera plus en mesure de payer les factures du gouvernement et je continuerai à en tenir le Congrès informé dans les semaines à venir, à mesure que les informations se-

ront disponibles», a ajouté Janet Yellen. Dans un communiqué, le service du budget du Congrès (CBO) a confirmé les estimations du Trésor, jugeant que «dans la mesure où la campagne de déclarations sur le revenu a été plus faible qu'initialement anticipé, nous estimons désormais qu'il y a un risque significativement plus élevé que le Trésor ne dispose plus des fonds nécessaires dès début juin».

Le Congrès américain doit régulièrement voter afin de relever le plafond d'endettement de l'État fédéral, une procédure réalisée à 78 reprises depuis le début des années 1960, le plus souvent sans débat particulier. Mais cette année, les républicains, qui disposent depuis début 2022 d'une légère majorité à la Chambre, refusent d'accorder ce qu'ils estiment être un chèque en blanc en faveur de l'administration du président Biden et veulent au contraire qu'une hausse de ce plafond soit couplée à une coupe drastique des dépenses fédérales. Or le gouvernement fédéral a atteint son plafond, de 31.000 milliards de dollars, mi-janvier, obligeant le Trésor à prendre une première série de mesures, avant tout comptables, afin de rester au niveau atteint.

**Un défaut «provoquerait une catastrophe économique et financière»**

Du côté de la Maison Blanche, Joe Biden a répété à plusieurs reprises que le relèvement du plafond devait être réalisé sans condition, estimant que la dette était le résultat des politiques menées par le passé par l'ensemble des administrations, issus des deux partis. Dans un communiqué, la présidence a annoncé que Joe Biden a appelé lundi Kevin McCarthy afin de le convier à une réunion le mardi 9 mai, en

présence des principaux responsables démocrates et républicains du Congrès. Mercredi dernier, la Chambre des représentants a voté un texte proposé par McCarthy prévoyant une baisse de 4.500 milliards de dollars des dépenses fédérales sur les dix prochaines années en échange d'une hausse du plafond de 1.500 milliards, ou une clause de revoyure au 31 mars 2024, ce qui ferait dès lors de la dette l'un des principaux thèmes de la campagne présidentielle en vue des élections de novembre de la même année.

Après la publication de la lettre de Janet Yellen, le compte Twitter des républicains à la Chambre rappelait d'ailleurs que «la loi "Limiter, économiser, croissance" permettra de limiter les dépenses inconsidérées de Washington.» Le texte ne devrait vraisemblablement pas être voté par le Sénat, contrôlé par les démocrates à une légère majorité. «Il est temps de mettre de côté les intérêts partisans et de faire ce qui est juste et nécessaire pour le peuple américain et éviter le premier défaut du gouvernement qui ferait s'écrouler les marchés, augmenter les coûts pour les familles et remettre en question leurs économies pour la retraite», ont estimé lundi dans un communiqué commun les responsables démocrates au Congrès Chuck Schumer (Sénat) et Hakeem Jeffries (Chambre). Les deux partis doivent cependant parvenir à un accord rapidement: la session parlementaire actuelle ne prévoit que 12 jours de débat au Capitole d'ici au 1er juin prochain.

Un défaut «provoquerait une catastrophe économique et financière», avait alerté le 25 avril Mme Yellen.

## HONG KONG

**Le PIB a augmenté de 2,7% au premier trimestre, première hausse depuis 2022**

Le produit intérieur brut (PIB) de Hong Kong a enregistré une hausse de 2,7% au premier trimestre de 2023, mettant fin à une année de contraction causée par les restrictions anti-Covid qui avait isolé le centre financier du reste du monde. «Une série d'événements promotionnels de grande envergure ont stimulé le tourisme et la consommation, et amélioré l'économie», a souligné John Lee, le chef de l'exécutif du centre financier lors d'un point presse.

Le PIB a ainsi enregistré sa première hausse (2,7%) après quatre trimestres consécutifs de baisse en 2022. Sur le dernier trimestre de cette année-là, la chute s'était élevée à 4,2% en glissement annuel. «Comme l'économie (de Chine) continentale continue de croître à un rythme rapide et que (...) le secteur aérien local accélère sa reprise, je pense que l'économie de Hong Kong au deuxième trimestre sera (encore) meilleure que celle du premier», a-t-il fait valoir.

Fin février, le territoire avait dévoilé une batterie de mesures visant à renouer avec la croissance: baisse des droits d'enregistrement foncier pour les primo-accédants, baisse d'impôts sur les salaires et des bons d'achat de l'équivalent de 600 euros pour les plus de six millions de résidents permanents. Et début février, le gouvernement avait annoncé offrir 500.000 billets d'avion pour faire revenir les voyageurs à Hong Kong.

## FRANCE

**L'activité manufacturière a enregistré en avril son plus fort recul depuis 2020**

L'activité manufacturière a enregistré en avril en France sa plus forte contraction depuis près de trois ans, selon l'indice PMI publié mardi par le cabinet S&P Global et la Hamburg Commercial Bank (HCOB). L'indicateur s'est établi à 45,6 points en avril, à son niveau le plus bas depuis mai 2020 et en chute de près de deux points par rapport au mois de mars (47,3). Un indice supérieur à 50 traduit une expansion de l'activité tandis qu'un indice inférieur à ce seuil correspond à une contraction.

Pour expliquer ce troisième mois consécutif de baisse de l'indicateur - une tendance qui va à l'encontre de la bonne santé actuelle du secteur du service - S&P et HCOB mettent en avant une «très forte détérioration de la demande» adressée aux entreprises industrielles. Cette baisse des nouvelles commandes s'explique à la fois par «des excédents de stocks chez les clients, un environnement peu favorable aux échanges commerciaux et dans certains cas, des perturbations liées aux grèves» contre la réforme des retraites.

Les commandes en provenance de l'étranger demeurent également atones et «les entreprises interrogées ont notamment signalé un affaiblissement de la demande sur les marchés européen et nord-américain», souligne Norman Liebke, économiste à la HCOB. Enfin, l'emploi a également contribué à la baisse de l'indicateur en avril, les effectifs restant certes en hausse mais gonflant moins rapidement qu'en mars. Sur une note plus optimiste, les «tensions inflationnistes» continuent de se résorber dans le secteur manufacturier et les prix payés par les entreprises à leurs fournisseurs n'ont que «légèrement augmenté».

## PAYS-BAS

**L'inflation repart à la hausse, selon une première estimation**

La hausse des prix à la consommation a rebondi aux Pays-Bas en avril, à 5,2% en glissement annuel, contre 4,4% en mars, selon une estimation provisoire publiée mardi par l'Office central des statistiques (CBS). Cette hausse des prix est principalement due aux prix de l'énergie, qui ont baissé moins fortement le mois dernier (-21,8%) qu'en mars (-28,2%), a souligné l'Office dans un communiqué.

Les prix de l'alimentation, des boissons et du tabac ont également à nouveau augmenté (13,2%), quoique moins fortement

qu'en mars (15,1%). Les prix des biens industriels ont augmenté de 8,3% en avril, contre 8,8% en mars. Le taux du mois dernier était le plus bas depuis octobre 2021, selon la télévision publique néerlandaise NOS.

Selon l'indice des prix à la consommation harmonisé avec l'Union européenne (HICP), les prix à la consommation ont progressé de 5,9% en avril en glissement annuel aux Pays-Bas, toujours selon une estimation provisoire. Le CBS publiera le 11 mai les chiffres définitifs sur les prix à la consommation pour le mois d'avril.

## ZONE EURO

**Les banques ont durci les conditions de crédit à un niveau inédit**

À la fin du premier trimestre 2023, les banques de la zone euro ont procédé à un durcissement des conditions d'octroi des prêts à l'économie, à un niveau inédit. Selon la Banque centrale européenne, il s'agit du rythme le plus élevé depuis la crise de la dette souveraine en 2011. En ce début d'année, les établissements bancaires continuent à réduire fortement le robinet du crédit. Résultat, les banques de la zone euro ont durci leurs critères d'octroi de prêts à l'économie au premier trimestre au rythme le plus élevé depuis la crise de la dette souveraine en 2011, souligne la Banque centrale européenne ce mardi 2 mai. De janvier à mars, «les critères d'approbation des prêts et lignes de crédit aux entreprises ont encore été sensiblement resserrés» en net, selon un rapport trimestriel. La baisse de la demande de crédits s'avère, elle, la plus forte «depuis la crise financière mondiale», a complété l'institution. Le resserrement en cours du robinet du crédit fait suite une décennie d'argent bon marché. Il a été enclenché en réponse à l'envolée des prix dans le sillage de l'offensive russe en Ukraine. Les critères de prêts au logement consentis

aux ménages ont également été fortement resserrés en net, et dans une moindre mesure ceux du crédit à la consommation. Ce durcissement intervient après un resserrement déjà observé aux trimestres précédents et confirme que la politique de hausse des taux d'intérêt et de diminution des injections de liquidités de la BCE pour combattre l'inflation produit ses effets.

La BCE ne réinvestit que partiellement les obligations à son bilan parvenant à échéance et met fin pas à pas aux prêts géants et ciblés aux banques (TLTRO). Cela a un effet négatif sur les conditions de financement et les positions de liquidité des établissements, les amenant à resserrer les conditions de crédit.

En France, Bercy réfléchit sérieusement à assouplissement des conditions actuelles d'octroi du crédit immobilier. Dans une note publiée début avril, la Banque de France estime qu'une telle mesure «risquerait de pousser nombre de ménages vers des situations de surendettement». Depuis le 1er janvier 2022, les banques françaises doivent respecter certains critères, définis par le Haut conseil à la stabilité financière (HCSF), pour accorder un

crédit immobilier: un taux d'effort, c'est-à-dire le montant total des dépenses liées à l'habitation rapporté aux revenus, de 35% maximum et une durée d'endettement de 27 ans au plus dans certains cas (comme des travaux préalables à l'eménagement). Les établissements ont toutefois la possibilité de déroger à ces critères pour 20% des crédits mais, selon la Banque de France, cette flexibilité «n'est utilisée que partiellement par les banques, à 14,5%». Depuis des mois, plusieurs acteurs de l'immobilier tirent la sonnette d'alarme, disant craindre un effondrement des crédits octroyés au dernier trimestre 2022.

La publication du rapport de la Banque centrale européenne n'est pas anodine. Elle intervient à deux jours d'une réunion décisive de la BCE. La BCE se prononcera sur sa politique monétaire ce jeudi, juste après la Fed américaine qui se réunit les 2 et 3 mai. Selon toute vraisemblance, la BCE se prépare, elle aussi, à relever une nouvelle fois ses taux d'intérêt cette semaine, et ce, malgré la quasi-stagnation de l'activité. Elle pourrait toutefois le faire à un rythme ralenti si l'inflation confirme sa décline.

## Légère baisse des indices américains, First Republic rachetée par JPMorgan

Les bourses américaines ont clôturé légèrement dans le rouge. Le secteur bancaire a été mouvementé avec l'opération de sauvetage de la First Republic Bank par JP Morgan. Une des plus grandes banques des Etats-Unis va ainsi acquérir la grande majorité des actifs de la banque régionale. Les investisseurs seront attentifs à la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine ce mercredi. Un probable relèvement des taux de 25 points de base est attendu. L'indice Dow Jones a cédé 0,14% à 34 051,70 points et le Nasdaq a reculé de 0,11% à 12 212,60 points.

Placée aux enchères par la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation, une des agences régulatrices du secteur bancaire), First Republic Bank, en faillite, a été rachetée par JP Morgan. La plus grande banque des Etats-Unis (+2,16% à 141,20 dollars) a fait l'acquisition de la grande majorité des actifs de First Republic Bank, dont environ 173 milliards de dollars de prêts et environ 30 milliards de dollars de titres. De son côté, la FDIC va assumer une partie des pertes de la First Republic Bank.

L'opération " va aider à stabiliser le système ", a assuré le patron de JPMorgan, Jamie Dimon. Les autorités américaines espèrent mettre un terme à la crise bancaire qui a émergé en mars (avec les faillites de Silicon Valley Bank et de Signature Bank). La chute de First Republic représente la deuxième plus grosse faillite bancaire aux Etats-Unis.

L'activité manufacturière en avril, mesurée par l'ISM, a montré une petite progression : 50,2 contre 49,2 en mars. Il est quasiment en ligne avec les attentes (50,4). Les dépenses de construction en mars sont ressorties plus élevées que prévues : +0,3% contre un consensus de 0,1%.

## La Bourse de Hong Kong dans le vert à l'ouverture

La Bourse de Hong Kong a ouvert en hausse mardi après un long week-end férié, malgré les baisses enregistrées à Wall Street après le rachat de First Republic Bank.

Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng a pris 1,15% à 20.122,90 points.

## ZONE EURO

### Inflation estimée à 7% en avril

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 7,0% en avril 2023, marquant donc une très légère accélération après 6,9% en mars, selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. S'agissant des principales composantes, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en avril (13,6%), suivi des biens industriels hors énergie (6,2%), des services (5,2%) et de l'énergie (2,5%)

## CAC40

# Banques centrales et résultats dans le viseur

De retour d'un week-end prolongé, la Bourse de Paris débute la séance en léger repli mardi matin, une grande partie des investisseurs préférant se tenir en retrait dans l'attente des décisions à venir de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne. L'indice CAC 40 recule de 0,4% à 7460 points.

Pénalisé par un regain d'inquiétudes autour du secteur bancaire, le marché parisien avait abandonné 1,1% la semaine passée, ce qui l'a ramené sous le seuil psychologique des 7500 points, mais le mois d'avril s'est toutefois soldé par un gain de plus de 2%.

Ouverte hier, la Bourse de New York n'a affiché qu'un repli symbolique lundi, les opérateurs ayant été plutôt rassurés par la reprise de First Republic par JPMorgan Chase.

En dépit des nombreuses inquiétudes du moment, les marchés continuent de faire preuve d'une certaine résistance et le CAC a réussi à s'épargner une retombée en mouvement baissier en évitant de s'enfoncer sous les 7400 points.

D'un point de vue technique, les indicateurs demeurent plutôt bien orientés, souli-

gnent les analystes, qui estiment que le CAC 40 pourrait renouer avec une nouvelle séquence de hausse en refranchissant les 7500 points.

Les mesures que prendront la Réserve fédérale mercredi, puis la Banque centrale européenne (BCE) jeudi, pourraient être susceptibles d'alimenter une poussée de volatilité sur les marchés.

Si les investisseurs s'accordent sur le fait que la Fed se dirige vers une nouvelle hausse de 25 points, ses prochaines décisions restent plus floues, même si l'institution semble s'approcher de la fin de son cycle de resserrement monétaire.

Au vu de la persistance de l'inflation dans la zone euro, la BCE pourrait, elle, décider d'opter pour une hausse de taux plus marquée de 50 points de base.

Au-delà des banques centrales, les marchés d'actions continueront de réagir aux der-

niers résultats des entreprises cotées, alors que le bal des publications est appelé à se poursuivre.

En Europe, c'est le secteur bancaire qui est sous les feux de la rampe au cours des prochains jours, avec les annonces, entre autres, de HSBC (aujourd'hui) et BNP Paribas (mercredi).

D'autres poids lourds industriels tels qu'Airbus, BMW, Infineon, Shell ou Volkswagen ont également prévu de dévoiler leurs performances de premier trimestre. Apple, la première capitalisation mondiale, publiera de son côté ses résultats trimestriels dans la soirée de jeudi.

Outre-Atlantique, plus de la moitié des entreprises du S&P 500 ont d'ores et déjà fait état de leurs comptes trimestriels, et 79% d'entre elles ont fait mieux que prévu au niveau de leurs bénéfices, selon des données de FactSet.

## USA

### Wall Street termine sans grand changement en attendant la Fed

La Bourse de New York a fini sans grand changement lundi, les investisseurs étant dans l'attente de la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine dans la semaine, et après la faillite d'un troisième établissement bancaires aux Etats-Unis en deux mois.

L'indice Dow Jones a cédé 0,14%, ou -46,46 points, à 34.051,70 points.

Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 1,61 points, soit 0,04% à 4.167,87 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 13,99 points (0,11%) à 12.212,598.

Les régulateurs américains ont annoncé lundi avoir saisi la banque régionale First Republic Bank et avoir conclu un accord pour céder ses actifs à JPMorgan.

L'indice bancaire régional KBW a fortement chuté après l'annonce du

sauvetage tandis que l'action JPMorgan a pris 2,1% à 141,2 dollars.

Les investisseurs s'interrogent en effet sur la santé du système bancaire avec cette troisième faillite d'un établissement bancaires aux Etats-Unis. "Il faut espérer que la crise bancaire se termine, mais d'autres problèmes pourraient surgir à un moment ou à un autre", a déclaré Tim Ghriskey, stratège principal de portefeuille chez Ingalls & Snyder à New York.

Les observateurs du marché ont également digéré les dernières nouvelles économiques et notamment, l'annonce de l'Institute for Supply Management (ISM) qui a fait état lundi d'un indice PMI manufacturier en hausse le mois dernier par rapport à mars.

La Fed, qui a relevé ses taux pour freiner l'inflation, est attendue sur une hausse de 25 points de base supplémentaires mercredi.

Par ailleurs, les valeurs énergétiques ont chuté en même temps que les

## JAPON

### La Bourse de Tokyo cale avant trois jours fériés au Japon et la Fed

La Bourse de Tokyo était peu dynamique mardi 2 mai en matinée, campant globalement sur ses positions avant les trois jours fériés de la «Golden Week» au Japon et la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei, qui avait clôturé lundi au-dessus des 29.000 points pour la première fois depuis mi-août 2022, était quasi stable vers 00H50 GMT (+0,06% à 29.140,96 points), tandis que l'indice élargi Topix cédait 0,31% à 2.071,71 points.

Les investisseurs ne voulaient

pas prendre de risques étant donné que la Bourse de Tokyo sera fermée pour le restant de la semaine à compter de mercredi, du fait des jours fériés de la Golden Week au Japon, comme chaque année début mai. Des indicateurs américains mitigés publiés lundi, l'attente d'une nouvelle décision de politique monétaire de la Fed mercredi suivie du rapport mensuel sur l'emploi vendredi incitaient également les acteurs du marché nippon à la prudence.

Panasonic: l'action Panasonic était bien orientée (+1,15% à

1.317 yens), portée par un relèvement de sa recommandation de «neutre» à «acheter» par Goldman Sachs. La banque d'affaires américaine a estimé que Panasonic devrait particulièrement profiter du plan américain de subventions massives pour la transition énergétique, l'«Inflation Reduction Act» (IRA). Car le groupe nippon a déjà d'importantes capacités industrielles aux Etats-Unis, comme dans les batteries pour véhicules électriques, et prévoit encore de les renforcer.

Le yen était quasi stable face

au dollar, qui valait 137,42 yens vers 00H45 GMT contre 137,50 yens lundi à 21H00 GMT. Le cours euro/yen évoluait à peine lui aussi, un euro s'échangeant pour 150,89 yens contre 150,91 yens la veille. Et la devise européenne était parfaitement stable par rapport au dollar, à raison d'un euro pour 1,0976 dollar.

Le marché du pétrole faisait du surplace vers 00H40 GMT, tant le baril de WTI américain (+0,03% à 75,68 dollars) et que le baril de Brent de la mer du Nord (+0,04% à 79,34 dollars).

## BOURSES EUROPÉENNES

### Les marchés actions hésitent en attendant les banques centrales

Les principales Bourses européennes évoluent en ordre dispersé en début de séance mardi au sortir d'un week-end prolongé, avant les décisions sur les taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne plus tard dans la semaine.

À Paris, le CAC 40 perd 0,13% à 7.481,69 points vers 07h40 GMT. À Londres, le FTSE 100 prend 0,21% et à Francfort, le Dax recule de 0,04%.

L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,13%, le FTSEurofirst 300 gagne 0,11% et le Stoxx 600 cède 0,03%.

La semaine qui débute pour les marchés financiers est placée sous le signe des banques centrales avec les annonces attendues mer-

credi de la Fed et jeudi de la BCE. Les investisseurs anticipent une nouvelle hausse de taux pour les deux institutions, avant une possible pause en ce qui concerne la Fed. Mais les investisseurs sont prudents, d'autant que la Banque centrale d'Australie a déjoué leurs pronostics en relevant son principal taux directeur et laissé la porte ouverte une autre tour de vis monétaire.

La suite de la journée sera animée entre autres par les derniers indices PMI sur l'activité du secteur manufacturier dans la zone euro, une première estimation de l'inflation dans l'union monétaire en avril et les données mensuelles de la BCE sur les prêts bancaires aux entreprises.

En Bourse, Sanofi cède 1,98% après la dégra-

dition de la recommandation de Deutsche Bank à "vendre".

HSBC avance de 4,60% après avoir vu son bénéfice tripler sur les trois premiers mois et annoncé le versement d'un premier dividende trimestriel depuis 2019.

Toujours à Londres, BP abandonne 5% après avoir annoncé un programme de rachat d'actions d'un montant inférieur au précédent.

Electrolux gagne 4,8%, en tête du Stoxx 600, après une information de l'agence Bloomberg selon laquelle le chinois Midea serait intéressé par le spécialiste suédois de l'électroménager.

## AVEC CETTE LENTILLE RÉVOLUTIONNAIRE Les smartphones pourront capturer la lumière polarisée

La société Metalenz, connue pour ses lentilles plates qui fonctionnent grâce aux métasurfaces optiques, vient d'annoncer PolarEyes. Ce module pour smartphone sera capable de capturer la lumière polarisée.

**D**ébut 2021, la startup Metalenz avait annoncé un produit révolutionnaire : une lentille créée avec des métasurfaces optiques. Plutôt que d'empiler plusieurs lentilles incurvées pour permettre à une caméra d'obtenir une bonne qualité d'image, une seule lentille plate suffit. Sur cette lentille se trouvent des nanostructures en silicium qui courbent les rayons lumineux. Une telle avancée permettrait de réduire la taille des caméras dans les smartphones et

éliminer la bosse à l'arrière. Ces lentilles pourront être produites en masse, comme les puces électroniques, mais ne sont pas encore sur le marché. Toutefois, Metalenz vient d'annoncer un nouveau produit baptisé PolarEyes, un système complet qui utilise les lentilles pour capturer la lumière polarisée. Grâce à la lumière polarisée, les smartphones pourront identifier le visage, même en portant un masque chirurgical. La lumière polarisée pour améliorer la reconnaissance faciale

La polarisation de la lumière permet d'apporter beaucoup plus d'informations sur la surface des objets et leur composition. Un tel système embarqué dans une voiture permettrait par exemple de détecter le verrouillage. Dans un smartphone, la lumière polarisée permettrait d'améliorer la reconnaissance faciale. Il n'est pas possible de la tromper avec une photo imprimée ou un masque du visage de la personne. À l'inverse, la reconnaissance faciale fonctionnerait parfaitement en portant un masque chirurgical.

AVEC DES RÉOLUTIONS DU GIGAPIXEL !

## Une caméra nous dévoile le monde microscopique en 3D

**D**es scientifiques ont mis au point un microscope-caméra doté de nombreuses optiques pour réaliser des prises de vues ou des vidéos avec une résolution inégalée de l'univers du tout petit. Les minuscules mouchons des

fruits font leur toilette et les scientifiques de l'Université Duke, aux États-Unis, en connaissent un rayon sur l'efficacité de ce nettoyage. Ils savent aussi comment se développer précisément une larve de poisson zèbre et les effets qu'ont les médica-

ments neuroactifs sur eux. Ils le savent, car ils ont pu l'observer visuellement jusqu'au niveau cellulaire grâce à un puissant microscope. L'appareil qu'ils ont développé combine 54 optiques pour capturer des photos et des vidéos avec des résolutions du domaine du gigapixel et en trois dimensions de surcroît. Les objectifs pointent le sujet sous tous les angles. L'appareil porte le nom de microscope multicaméra (MCAM). Avec ces optiques, il permet d'obtenir des détails environ 10 fois supérieurs à ce qu'un actuel smartphone très haut de gamme peut délivrer. Mais c'est surtout la vue 3D très précise obtenue par une multitude de perspectives qui est importante.

### Cinq gigapixels par seconde

Le calage de l'angle des optiques est parfois très faible. Cela permet d'obtenir des détails inédits de la surface observée. De plus, les vidéos en 3D peuvent être enregistrées à un taux de 230 images par seconde sur la surface d'observation de 135 cm<sup>2</sup>. Le gros souci, c'est que cela génère des quantités phénoménales de données. Chaque seconde capturée pèse de fait plus de 5 gigapixels. Les supports de stockage doivent donc pouvoir accueillir à haute vitesse des téraoctets en quelques minutes de vidéo.

Le MCAM a en tous les cas impressionné par ses capacités les chercheurs qui étudient le poisson zèbre sous toutes les coutures. Grâce à lui, ils ont pu affiner leurs recherches en ayant découvert des nouveautés inédites. En plus de l'étude de cultures cellulaires, l'équipe qui a mis au point le MCAM explique que le microscope pourrait être aussi utilisé pour détecter les contrefaçons dans l'art ou analyser les œuvres plus précisément.

AUX ÉTATS-UNIS

## Certaines œuvres créées par IA peuvent être protégées par le droit d'auteur

L'U.S. Copyright Office vient de clarifier sa position sur le droit d'auteur et l'intelligence artificielle. Si les éléments uniquement générés par les IA comme ChatGPT ou Midjourney ne sont pas éligibles, les œuvres mêlant création humaine et IA pourront être protégées en partie, selon les cas.

Certaines œuvres d'art, comme les tableaux par exemple, sont souvent constituées de plusieurs couches de...

À qui appartiennent les œuvres créées par intelligence artificielle ? La question épineuse se pose depuis quelques mois et depuis l'explosion de l'IA accessible au grand public. Déjà l'été dernier, GPT-3 avait écrit un article scientifique sur elle-même, puis Midjourney avait remporté une compétition d'art. Les choses ont rapidement évolué depuis, avec une déferlante de livres écrits par ChatGPT vendus sur Amazon, et le premier manga créé par IA est sorti au Japon.

Aux États-Unis, la cour d'appel fédérale a décidé l'année dernière qu'une IA ne peut pas obtenir de propriété intellectuelle en son nom. Mais quelle est la limite ? Kris Kashtanova, auteur du roman graphique Zarya of the Dawn, avait obtenu le droit d'auteur aux États-Unis, mais le mois dernier, l'U.S. Copyright Office, le bureau américain du droit d'auteur, a jugé que les images générées avec Midjourney ne pouvaient pas être protégées par le droit d'auteur.

UN DRONE QUADRIROTOR

## Il peut voler et se transformer en sous-marin

Le Mirs-X est un drone qui peut voler comme un quadricoptère mais aussi fonctionner sous l'eau. Il est autonome et pourrait servir à des opérations de recherche et de sauvetage.

Voici le Mirs-X, un drone quadricoptère classique qui vole et peut plonger sous l'eau pour se transformer en sous-marin. L'aéro-nef submersible a été développé par les chercheurs de l'Université chinoise de Hong Kong. Il a pour vocation à servir pour les missions de recherche et de sauvetage ou encore les inspections techniques. Cela pourrait être utile, par exemple, pour inspecter un bateau intégralement, que ce soit à l'extérieur et sous sa ligne de flottaison.

Le Mirs-X est léger. Il pèse 1,63 kilo et mesure 38 centimètres de large. On peut dire qu'il est plus à l'aise dans l'eau que dans le ciel, puisque son autonomie dans les airs est limitée à seulement six minutes. En revanche, sous l'eau il peut évoluer durant une quarantaine de minutes. Son déplacement en milieu marin reste toutefois limité, car il ne peut conserver son élan que jusqu'à seulement trois mètres de profondeur. Le Mirs-X peut aussi être utilisé pour naviguer en surface.

### Des rotors à géométrie variable

Pour effectuer ces différents modes, le drone oriente ses quatre moteurs. Ils sont dirigés vers le haut pour voler mais, dans l'eau, tout est possible. Pour descendre en profondeur, les rotors sont dirigés vers le bas. S'il faut tourner et avancer lentement en descendant, deux rotors antagonistes vont alors s'incliner avec l'angle nécessaire pour assurer les virages. Toujours sous l'eau, il peut aussi basculer sur le flanc avec les rotors dirigés vers l'avant pour réaliser des lignes droites à une vitesse de deux mètres par seconde. Le drone est équipé de flotteurs et sa caméra se trouve sous un dôme placé en haut du drone. En bonus, les scientifiques ont fait en sorte que le drone soit totalement autonome pour réaliser ses missions.

### PUBLICITE

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA  
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
NIF: 099128019000432

Avis d'appel d'offre national ouvert N°

Conformément à l'article 43 du décret présidentiel N° 15/247 du 15/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; la direction de l'environnement de la wilaya de M'sila lance un Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales restreint pour :

**REALISATION ET EQUIPEMENT D'UN CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE INTERCOMMUNALE D'AIN ELMELH**

lot n°03: acquisition d'un camion a benne 15 tonne + un camion-citerne 10000 L.  
lot n°06: acquisition d'un compacteur a pied de mouton.

Les entreprises qualifiées et intéressées par le présent appel d'offre peuvent retirer les cahiers auprès de la direction de l'environnement sise à : près de clinique SLIMANE AMIRATE. Les offres déposées doivent être accompagnées des pièces précisées dans le cahier des charges article 7; et l'enveloppe extérieure portant la mention:

Direction de l'Environnement  
Avis d'appel d'offre national ouvert N°05 /2023  
REALISATION ET EQUIPEMENT D'UN CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE INTERCOMMUNALE D'AIN ELMELH  
lot n° ..... / .....  
(À N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES)

#### Dossier candidature

- une déclaration de candidature remplie datée signée (selon le modèle joint)
- déclaration de probité remplie datée signée (selon le modèle joint)
- les statuts de l'entreprise
- les documents relatifs aux pouvoirs habitant les personnes à engager l'entreprise.
- certificat de qualification ( copie) valable a la date d'ouverture des plis
- les bilans financier des trois ( 03) derniers années ( 2018 / 2019 /2020)visés par les services des impôts .
- attestations d'affiliations délivrées par les services de la CNAS durant un délai de 03 mois avant le dépôt des offres diplômes ou attestations de sucres ou contrat CIO, CPO, PIO valable avant le dépôt des offres .
- références professionnelles :joindre attestation de bonne exécution ou P.V de réception définitives + récapitulative globales des projets réalisés durant (05)ans dernière années portant l'objet de marché des projets similaires (ou VRD et le montant délivrés par des services contractant (copie) .

#### Offre technique :

- Déclaration a souscrire.
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en dispositions de l'article 78 du décret présidentiel 15/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- le cahier des charges portant

#### Offre financier :

- Lettre d'engagement remplie, signée, timbrée et datée.
- Bordereau de prix unitaire rempli, signé, tamponné et daté
- Détails quantitatifs et estimatifs remplis, signés, tamponnés et datés.
- Les offres soumises doivent contenir les documents figurant dans le cahier des conditions et l'enveloppe extérieure portant la mention:  
L'enveloppe extérieure contient trois enveloppes séparées (a chaque lot) portant nom et adresse du soumissionnaire, la première enveloppe comprend le dossier candidature et la deuxième le dossier technique et la troisième le dossier financier.

Le délai de préparation des offres est fixé a 15 jours à compter de la première parution de l'appel d'offre dans la presse ou BOMOP ,les offres doivent être reçues par le maître de l'ouvrage à l'adresse figurant ci- dessus le dernier jour du délai de préparation des offres avant 13 h 30 min au cas où le dernier jour est un jour férié l'ouverture se fera le 1er jour ouvrable suivant la date limite de dépôt des offres au même temps.  
Le délai de validité des offres est fixé à 03 moi + délai de préparation des offres jours à partir de la date de dépôt des offres .  
les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu en séance publique le jour de dépôt des offres à partir de 14:00h.

**Grille muette N° 1**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

**Horizontalement**

1 Tôt ou tard, il finit par être renversé.2 Elle court sur le haricot.3 Croit-t-il encore aux chances de son poulain ?4 Pronom.- Sa traversée a été longue pour le poulain cité plus haut.5 Gratte-fond.- Veut-il devenir calife à la place du calife ?6 Fait l'actualité.- Les portes s'ouvrent à ceux qui en sortent.7 Pour en sortir, il faut d'abord le retourner.- Bientôt retourné au pays ?8 L'origine de la femme.9 Annoncent la couleur.

**Verticalement**

1 Due à son supérieur.2 Condition incontournable pour le défilé.3 Ses coups sont redoutables quand il est renversé.- Leur nombre donne du poids dans la société.4 Elle montre les dents, trois du moins...5 Façon de tirer.- Hameau des hauts vu d'en bas.6 Ce n'est pas la mer à boire.- Ce n'est pas non plus la mer à boire.7 Quand on aime, on ne compte pas.- Mis en tension.8 L'avenir de l'homme.9 Retours à la case départ.

**Grille muette N° 2**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

**Horizontalement**

1 Le tablier s'enflamme et ça vous prend aux tripes.2 Clin d'oeil.3 Après ça, c'est génital pour les spécialistes.- Embrasures.4 Pas très ardente.- Envoyé en l'air par les maladroits.5 Brillant après mise à feu.6 Fait long feu.- Mer cuite.7 Coucou d'Amérique.- Cratériforme.8 Rencontre en 79.9 Opposées aux feux de paille.

**Verticalement**

1 Passant en revue.2 Johny en est-il atteint ?3 Rempart anti feu.4 Quand on l'entend, le feu crépite.- Fond de bouteille.- Feu sacré.5 Griffes.- Fait suite.6 Séquence des rogations.- Décrottaï.7 Pasticherait.8 Feu madame.- Marteau de couvreur.9 Font tapisserie.

**Grille muette N° 3**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

**Horizontalement**

1 Les Français face au monde.2 Reste sur sa faim.3 Service de formation continue.- Supérieure.4 Registre des biens de la communauté.5 Belle Andalouse.- Suite du Carlton.6 Travaille pour la collectivité.- Parties de tennis.7 Les officiers de marine s'y forment sur le tas.- Chef de Romains.- Démonstratif.8 Vivace et maldorante.- Cousin ou cousine du 1 horizontal.9 Quand le temps travaille pour les occupants.10 La peau qui pèle.

**Verticalement**

1 Casse-gueule.2 (se) la jouasse grave.3 Sur la butte.4 Élément de charpente.- Transport en commun.- Symbole.5 Cassas ta pipe en morceaux.- English papa.6 French papa.- Se tire.7 Nous sépare des Asiatiques.- On le fait à l'oreille.8 On peut l'avoir à l'oeil.- Frère.9 Eclat de rire.- Fait le spectacle en Italie.10 Acide et oxygénée.

HIF GLOBAL

## Un carburant synthétique à 2€ le litre

La société chilienne HIF Global va construire la plus grosse usine du monde de carburant synthétique au Texas. Elle vise les 2€ du litre, mais sans les taxes...

**H**IF Global, c'est cette société soutenue par Porsche et spécialisée dans la fabrication du fameux carburant synthétique faisait tant parler depuis quelques mois au sein de l'Union européenne. Basée au Chili, elle produit déjà du carburant synthétique en petite quantité dans le pays (destiné à être utilisé dans les Porsche de la Carrera Cup en compétition). Mais l'entreprise a de grands projets d'expansion.

Dès l'année prochaine, elle démarquera la construction d'une toute nouvelle usine située au Texas à Ma-

tagorda. Il s'agira de la plus grosse usine dédiée à la production de carburant synthétique dans le monde, puisqu'elle doit fournir environ 750 millions de litres de ce précieux carburant chaque année d'ici 2027. L'usine produira aussi du carburant pour les bateaux, avec au total 1,4 million de litres de méthanol chaque année (qui doit ensuite être davantage raffiné pour être transformé en carburant synthétique automobile).

**2€ le litre avant les taxes**

Point sensible de ce carburant synthétique, son prix baissera grâce aux économies d'échelle. Alors qu'il faut

actuellement compter sur un litre de carburant synthétique à 50€ du litre lorsqu'il est produit sur son site de Haru Oni au Chili, HIF Global parle d'un « litre à environ 2€ » lorsque la société aura atteint ces niveaux de production prévus. On parle bien évidemment ici d'un prix hors taxes, qui sera sans doute bien plus bas que celui payé en station dans un pays comme la France où ce genre de carburant n'échappera pas aux taxations gouvernementales. Bref, il restera logiquement bien plus cher que le carburant fossile actuel.

DACIA

## Voici l'ultime DUSTER

**L**e changement le plus notable est la couleur jaune de la carrosserie, qui se marie bien avec les éléments noirs de la voiture. En plus d'emprunter des couleurs à Bumblebee, Carpoint a également utilisé d'autres modifications. Les spécialises en tuning et en transformation automobile ont ajouté un bouclier de protection très prononcé à l'avant du véhicule, utilisé de nouvelles marches latérales, deux embouts d'échappement et des jantes de 20 pouces avec des accents de la couleur de la carrosserie.

Il convient cependant de mentionner que le Duster Carpoint Yellow Edition jaune n'est pas destiné à la conduite hors route. Les pneus à profil bas réduisent la capacité de franchissement du SUV roumain. Néanmoins, un attelage, des jantes de 16 pouces avec des pneus d'hiver ou des pneus toutes saisons sont disponibles en option.

L'intérieur avec des éléments jaunes correspondrait également à la couleur de l'extérieur, mais l'habitacle du Duster est restée inchangée. Seuls les tapis de sol et les seuils de porte ont été remplacés pour mieux représenter cette édition spéciale.

Dacia Duster Carpoint Edition repose sur la version Prestige équipée d'un écran tactile de 8 pouces avec système Media Nav et d'une caméra multivue,

de la climatisation automatique, des sièges chauffants et du régulateur de vitesse. Il s'agit d'une version 4x4 équipée d'un moteur 1.3 TCe de

150 ch. Le Dacia Duster Yellow Edition est disponible à la commande au prix de 33 990 euros.



NOUVELLE AUDI A3 (2023)

## Que savons-nous sur son restylage ?

Restyler un modèle trois ans après sa sortie, c'est rare. Audi le fait avec l'A3. Non sans raisons. Justifiées. Les ex-



plications de l'Auto-Journal, images à l'appui. Audi, BMW et Mercedes... Ces trois-là se tirent la bourre depuis la nuit des temps et c'est tout ce qu'on veut sauf un scoop. Cela se vérifie à nouveau dans le segment des berlines compactes.

Pour le coup, Mercedes a tiré le premier en soumettant sa Classe A à une remise à niveau au demeurant légère. BMW, en revanche, est sur le point de lancer une nouvelle mouture de la Série 1 remaniée en profondeur, à l'intérieur plus particulièrement. Nous en reparlerons. Pour le coup, Mercedes a tiré le premier en soumettant sa Classe A à une remise à niveau au demeurant légère. BMW, en revanche, est sur le point de lancer une nouvelle mouture de la Série 1 remaniée en profondeur, à l'intérieur plus particulièrement. Nous en reparlerons.

**PAS DE GRAND CHAMBARDEMENT DANS L'HABITACLE**

Et Audi, là-dedans ? Pas de sentiments. La marque aux anneaux expédie aussi sec l'A3 dans la case restylage, alors que l'actuelle génération n'a que trois ans au compteur. Un délai aussi court, c'est rare.

Autant le dire de suite, il ne faut pas s'attendre au grand chambardement dans l'habitacle. La dalle façon cinémascope qui occupe la moitié de la planche de bord, ce n'est pas pour demain.

La robe, de même, garde son apparence générale, sachant qu'il n'y avait pas lieu de tout refaire. Chez Audi, on a horreur de ça. Le restylage n'est pas anodin, cependant, à l'exemple de la calandre à la fois plus large et plus haute.

SWISS TRANSIT LAB

## La conduite autonome devient réalité

Opération pilote à Schaffhouse avec le Toyota Proace Verso Electric

Le Swiss Transit Lab à Schaffhouse (STL) est sur le point de franchir l'étape finale dans le développement de la mobilité automatisée dans les transports publics. Le minibus automatisé « ligne 13 du STL » sera mis en service à Schaffhouse le 28 avril. Gratuite pour tous, cette ligne circulera entre la gare de Schaffhouse et le nouveau quartier de Stahlgieserei. Premier véhicule autonome en Suisse doté de la technologie Dual-Mode et utilisé dans le cadre d'un projet pilote, il a fait sa première sortie officielle lors de l'événement de lancement.

Le STL a reçu mi-février 2023 l'autorisation pour le projet pilote avec conduite autonome. Les offices fédéraux des routes (OFROU) et des transports (OFT) avaient préalablement examiné en détail la demande pour le projet pilote « ligne 13 du STL » conjointement avec les services cantonaux. La conduite autonome est désormais autorisée sur la voie publique. Le minibus autonome « ligne 13 du STL » sera mis en service à Schaffhouse fin avril.

C'est la première fois qu'un véhicule autonome doté de la technologie Dual-Mode circulera en Suisse. La « ligne 13 » permettra au STL de tester la mise en œuvre de technologies de pointe dans les transports publics routiers, ainsi que les liaisons du premier et du dernier kilomètre. Dans le cadre de l'opération pilote, l'accent est mis sur le développement et l'utilisation de services de mobilité au quotidien jusqu'au pas de la porte, en tenant compte des besoins des passagers.

Le projet est donc directement mis en œuvre au centre de Schaffhouse, entre la gare et le nouveau site de Stahlgieserei. Un chauffeur est systématiquement présent pour des raisons de sécurité. L'accent est mis sur les questions de l'exploitation technique efficiente ainsi que sur l'acceptation sociale et la participation, dans l'optique de renforcer les transports publics de demain.

## ZONE EURO

### L'inflation repart à la hausse en avril, à 7% sur un an

Le chiffre est moins bon que les attentes des analystes qui tablaient sur une stagnation à 6,9%. Il devrait encourager la Banque centrale européenne à augmenter ses taux d'intérêt. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est reparti légèrement à la hausse, à 7% en avril, après 6,9% en mars, interrompant une série de cinq baisses mensuelles consécutives, a annoncé mardi Eurostat. Le chiffre est moins bon que les attentes des analystes de Factset et Bloomberg qui tablaient sur une stagnation à 6,9%. Il devrait encourager la Banque centrale européenne (BCE) à augmenter ses taux d'intérêt lors d'une réunion jeudi.

## EMPLOI

### Le Salon "Khotwa 2023" fait escale à Oran

Plus de 100 universités, écoles et organismes d'aides à l'emploi et à l'entrepreneuriat prennent part mardi à la 12ème édition du salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives (Khotwa 2023) dans sa deuxième escale d'Oran.

Des universités, algériennes et internationales, les écoles nationales préparatoires et supérieures, ainsi qu'un bon nombre d'instituts privés et d'organismes d'Etat d'aide à l'emploi et à l'entrepreneuriat, participent à ce salon de deux jours, a indiqué à la presse Anissa Célia Benabdessalem, membre du comité d'Organisation de ce salon, en marge de l'ouverture de cette étape du salon à Oran.

Cet événement, avec ces trois étapes (Alger, Oran, Tlemcen), organisé sous le slogan "Let's Level Up" sera un vaste espace d'échanges sur les choix d'études, les formations et les opportunités à saisir pour bâtir un avenir prometteur pour toute la jeunesse algérienne.

L'étape d'Oran, qui dure deux jours, est la deuxième de cette manifestation scientifique, la première a été organisée à Alger, les 29 et 30 avril derniers, et la troisième sera à Tlemcen, le 4 mai prochain.

"Ces milliers de jeunes que nous attendons, au cours des trois étapes de ce salon, seront ainsi orientés de façon efficace, grâce à la présence des professionnels de l'Enseignement supérieur, de la formation professionnelle, des organismes de soutien à l'entrepreneuriat, des écoles de langues, des représentants des grandes écoles et universités internationales de cinq pays, afin de proposer leurs offres de formation mais aussi des organismes facilitateurs d'études à l'étranger", a-t-elle fait savoir.

R.E.

## LE PÉTROLE FLÉCHIT, Les craintes de récession pèsent sur la demande

Les prix du pétrole évoluaient en légère baisse mardi, les inquiétudes quant à une possible récession mondiale continuant de peser sur la demande de brut, avant la décision de politique monétaire de la Fed.

Vers 09H35 GMT (11H35 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, perdait 0,34%, à 79,04 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, abandonnait 0,42%, à 75,34 dollars.

"Les craintes de récession sont le principal facteur qui dicte actuellement l'orientation des prix du pétrole brut", commente

Stephen Innes, de SPI AM.

Selon l'analyste, la baisse des cours devrait se poursuivre "jusqu'à ce qu'il devienne clair qu'une récession importante sera évitée et que la croissance de la demande mondiale de pétrole ne sera pas freinée".

La croissance de l'activité des usines en Chine a faibli en avril, selon des données officielles publiées dimanche, en raison d'une demande internationale plus faible et d'une reprise post-Covid laborieuse.

L'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI), reflet de la santé du monde industriel, s'est en effet contracté.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mercredi 03 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

## ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

### Hisser les échanges économiques à de hauts niveaux

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi à Alger, le président du Conseil de la Choura (assemblée consultative) du Royaume d'Arabie saoudite, Dr Abdullah bin Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh.

L'audience s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil et du directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui. Lors de sa rencontre avec le président du Conseil de la nation, les deux parties ont passé en revue l'état et perspectives des relations bilatérales.

La rencontre, tenue au siège du Conseil en présence de l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite en Algérie, Abdallah Benacer El Basiri, a constitué «une occasion pour passer en

revue l'état et perspectives des relations bilatérales et les voies de les hisser, à la lumière de la volonté politique et des directives des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et le Serviteur des Lieux Saints de l'Islam, le Roi Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud».

La rencontre a, également, constitué une occasion pour «échanger les vues et les visions concernant les questions d'intérêt commun, notamment celles intéressant le monde arabo-musulman, mais aussi les conflits menaçant la sécurité de nombreux Etats». Les deux parties ont, de ce fait, appelé à «l'impératif d'adopter la politique du dialogue et des solutions pacifiques».

A ce propos, M. Goudjil a rappelé «les principes constants de la politique extérieure algérienne fondée sur la non-ingérence dans les affaires internes

des Etats, la défense du droit des peuples à l'autodétermination, la centralité de la cause palestinienne et la nécessité d'œuvrer ensemble, en vue de permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à établir son Etat avec Al-Qods pour capitale, et ce conformément aux principes de la légalité internationale et aux décisions de l'Organisation des nations unies (ONU)».

Les deux parties ont en outre formé le vœu de voir les relations commerciales et économiques entre l'Algérie et le Royaume se hisser au niveau des relations politiques, d'autant que Dr Abdullah bin Mohamed bin Ibrahim Al-Sheikh, s'est félicité des mutations que l'Algérie connaît, ces dernières années, notamment sur le plan économique, ce qui permettra de développer l'échange commercial et d'encourager les opportunités d'investissement".

Le responsable saoudien s'est dit heureux de cette visite qui intervient, a-t-il dit, «sur l'invitation aimable d'un pays cher». Il a affirmé que «les relations algéro-saoudiennes traversaient leurs meilleures périodes notamment sous la conduite du président Abdelmadjid Tebboune et du Serviteur des deux Lieux Saints de l'Islam, le roi Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud».

«Nous attendons avec optimisme la signature de différentes conventions de coopération bilatérale dans les meilleurs délais et il s'agit là de l'une des recommandations du Haut Conseil de coordination algéro-saoudien», a-t-il dit, ajoutant que «cette coopération est le fruit de la mutation économique que connaissent les deux pays à la faveur des orientations de leurs dirigeants».

Synthèse S R

## MDN

### Chanegriha reçoit le chef d'état-major interarmées de Jordanie

Le chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général d'armée Saïd Chanegriha a

reçu ce mardi à Alger, le chef d'état-major interarmées du Royaume de Jordanie, le général Youcef Ahmed El Hiniti.

Selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN), le général El Hiniti a entamé ce mardi une visite officielle en Algérie à la tête d'une importante délégation militaire jordanienne.

Selon la même source, les deux responsables se sont longuement entretenus à propos du développement de la coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays, et ce, dans le sillage de la visite d'Etat effectué au mois de mars dernier par le Roi de Jordanie Abdallah II.